

DEM. REPUBLIC OF THE CONGO:

- VIRUNGA NATIONAL PARK (No. 63)
- KAHUZI-BIEGA NATIONAL PARK (No. 137)

63-scv - 1996.pdf  
= 137-scv - 1996.pdf

Organisation des Nations-Unies pour  
l'Education, la Science et la Culture

**Suivi systématique de deux sites  
du patrimoine mondial:**

- Parc National des Virunga
- Parc National de Kahuzi-Biega  
(Zaire)

**(mission du 22 avril au 9 mai 1996)**

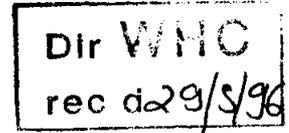


**José Kalpers  
Consultant**

**Rapport de mission adressé à l'attention  
du Comité du patrimoine mondial et de son Bureau**

José Kalpers  
Consultant  
Parc du Bay Bonnet, 2/11  
B-4620 Fléron  
Belgium

Dr. Mechtild Rössler  
Programme Specialist  
Centre du Patrimoine Mondial  
Place de Fontenoy  
Paris



Objet: Transmission du rapport de mission. Suivi systématique du PNVi et PNKB.

Chère Mechtild,

Je vous prie de trouver ci-joint mon rapport concernant la mission effectuée au Zaïre et portant sur le suivi systématique au Parc National des Virunga et au Parc National de Kahuzi-Biega.

Vous trouverez en outre les éléments suivants annexés:

- une disquette contenant les fichiers repris dans le rapport (format Word 6 pour Windows);
- un bref rapport d'évaluation, suivant l'article II du contrat;
- 5 diapositives, dont voici les légendes:

1. Camp de Kibumba. En arrière-plan, on devine les limites du PNVi (secteur Mikeno). Juin 1995.
2. Réfugiés transportant du bois en provenance du PNVi. En arrière-plan, le volcan Nyiragongo. Juillet 1995.
3. Le camion de la station de la Rwindi, évacuant les familles des gardes après l'attaque de la station par les Ngilima. 30 avril 1996
4. Des stères de bois (de plantations) en vente sur le bord de la route au nord de Goma. Avril 1996.
5. Personnel de terrain de la station de Lulimbi, secteur est. Mai 1996.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez besoin de précisions supplémentaires. Mon adresse e-mail est la suivante: 100657.707@compuserve.com

En vous souhaitant bonne réception du présent rapport, je vous prie de croire, chère Mechtild, en l'expression de mes meilleurs sentiments.

*José*  
*24/05/96*

**Mission de suivi systématique de deux sites du patrimoine mondial:  
PN Virunga et PN Kahuzi-Biega, Zaïre  
Mission du 22 avril au 9 mai 1996  
José Kalpers, consultant**

**Evaluation du travail effectué**

---

Conformément à l'article II du contrat relatif à la présente mission, voici quelques données qui permettront d'évaluer le travail effectué.

**a) Résultats obtenus**

La mission s'est déroulée suivant l'itinéraire qui avait été proposé, à savoir:

- 22/04: Bruxelles -Paris
- 23/04: Paris-Genève-Kinshasa
- 24/04: Kinshasa
- 25/04: Kinshasa-Goma
- 25/04 au 03/05: Goma et PN Virunga
- 03/05: Goma-Bukavu
- 03/05 au 06/05: Bukavu et PN Kahuzi-Biega
- 06/05: Bukavu-Goma-Kinshasa
- 07/05: Kinshasa-Genève-Paris
- 08/05: Paris
- 09/05: Paris-Bruxelles

- Les autorités zaïroises et les responsables des projets de coopération avaient été prévenus de mon arrivée par mes soins, en utilisant le système phonique IZCN après avoir envoyé un fax via Goma.

- Je n'ai malheureusement pas pu rencontrer le Ministre de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme, qui n'était pas disponible lors de mon premier passage à Kinshasa et qui était absent de la capitale lors de mon second passage.

- Mon séjour à Bukavu et au Kahuzi-Biega fut fort court et tombait pendant un week-end. J'ai cependant pu recueillir les informations nécessaires à la rédaction du rapport.

**b) Difficultés rencontrées**

- Je n'ai pas pu effectuer plus de visites sur le terrain, à cause d'une part du manque de moyens financiers mis à ma disposition (la location des petits porteurs est très chère, et rien que le trajet de Kinshasa vers le Kivu et retour se monte à environ 650 US\$) et d'autre part du fait de la durée relativement courte de la mission.

- La situation qui prévalait à la Rwindi (attaque de la station par les Ngilima) m'a empêché de visiter le secteur centre. Par ailleurs, la visite du secteur nord aurait exigé au minimum 4 jours.

- J'ai pu compter sur les facilités de déplacement offertes par les projets actifs dans la région, surtout grâce à Messieurs Popol Verhoestrade (PICG) et Nicolas Blondel (FED/PSRR).

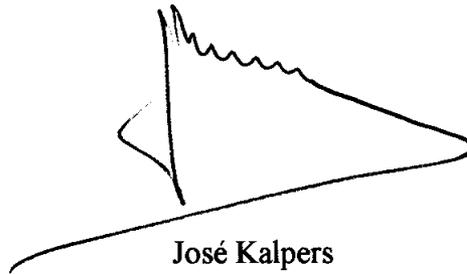
- La situation de corruption, paysage habituel au Zaïre, a encore empiré au cours des derniers mois, et le harcèlement par les officiels de toutes sortes (en particulier aux aéroports) est souvent pénible à supporter.

**c) Enseignements tirés**

- Comme mentionné dans le rapport de mission, l'Unesco est perçu assez négativement dans la région du Nord-Kivu, où l'on considère que le Centre du Patrimoine Mondial ne s'est pas suffisamment préoccupé de la situation du PNVi. Il serait bon de maintenir le contact avec les différents intervenants sur place afin de suivre l'évolution de la situation. Par ailleurs, l'Unesco devrait adopter une approche plus dynamique sur la scène internationale, ne fut-ce qu'au niveau diplomatique.

- Je me suis employé, chaque fois que nécessaire, à expliquer les objectifs de la Convention sur le Patrimoine Mondial et surtout ses modes de fonctionnement et de financement. Cette sensibilisation a permis de lever beaucoup d'interrogations concernant ma visite et la relative passivité du Centre du Patrimoine Mondial au PNVi.

- Des missions ultérieures de suivi systématique devraient être organisées, en leur accordant une attention toute particulière et un budget plus élevé, notamment pour l'organisation de réunions-séminaires (prise en charge des participants de l'IZCN) et des survols en petit porteur.



José Kalpers  
24/05/96

## TABLE DES MATIERES

<b>1. INTRODUCTION</b> .....	2
<b>2. PARC NATIONAL DES VIRUNGA</b> .....	2
<b>2.1 Etat de conservation</b> .....	2
2.1.1 Description et valeur du site.....	2
2.1.2 Historique 1994-1995 .....	2
2.1.3 Etat actuel de conservation.....	3
2.1.4 Perspectives d'avenir.....	7
<b>2.2 Liste des intervenants - Fiches-projets</b> .....	8
2.2.1 GTZ- Coopération allemande.....	8
2.2.2 UNHCR - Coordination Environnementale .....	9
2.2.3 FED/PSRR - Projet de lutte anti-braconnage.....	10
2.2.4 FED/PSRR - Projet PNVi, protection de la couverture boisée .....	10
2.2.5 WWF - Fonds Mondial pour la Nature.....	11
2.2.6 African Wildlife Foundation/Fauna and Flora International/World Wide Fund for Nature .....	12
2.2.7 Fondation pour la Survie du PNVi .....	13
2.2.8 Divers.....	13
2.2.9 Interventions futures.....	14
<b>2.3 Proposition d'assistance internationale introduite par le Gouvernement zaïrois</b> .....	14
2.3.1 Historique de la requête .....	14
2.3.2 Description de la proposition .....	14
2.3.3 Adéquation de la proposition .....	14
<b>2.4 Actions supplémentaires requises</b> .....	15
2.4.1 Renforcement institutionnel de l'IZCN.....	15
2.4.2 "Contingent vert".....	17
2.4.3 Fourniture de bois.....	18
2.4.4 Reboisement .....	18
<b>2.5 Plan de sauvegarde intégré</b> .....	18
2.5.1 Réhabilitation du Parc National des Virunga - GTZ/Coopération Allemande .....	18
2.5.2 Plan d'action Secteurs Sud - IZCN/PICG .....	19
2.5.3 Plan de sauvegarde (plan d'action d'urgence).....	19
<b>3. RECOMMANDATIONS - PERSPECTIVES D'INTERVENTION DE L'UNESCO</b> .....	21
<b>3.1 Interventions potentielles sur fonds propres</b> .....	21
<b>3.2 Mobilisation de fonds plus importants</b> .....	22
<b>3.3 Interventions diplomatiques</b> .....	24
<b>4. PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA</b> .....	24
<b>4.1 Généralités</b> .....	24
<b>4.2 Atteintes menaçant l'intégrité de ce site</b> .....	25
4.2.1 Couloir de transition .....	25
4.2.2 Conflits homme-éléphant.....	26
4.2.3 Impact des camps de réfugiés.....	26
<b>4.3 Proposition de classement du PNKB comme Réserve de la Biosphère</b> .....	27
<b>4.4 Ecotourisme: évolution et impact</b> .....	27
<b>4.5 Partenaires de l'IZCN au PNKB</b> .....	28
<b>4.6 Intervention potentielle de l'Unesco au PNKB</b> .....	28
4.6.1 Intervention financière.....	28
4.6.2 Intervention diplomatique.....	28
<b>5. CONCLUSIONS</b> .....	28
<b>6. ANNEXE 1: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES</b> .....	29

## 1. INTRODUCTION

---

Cette mission de suivi systématique répond à l'une des recommandations du Comité du Patrimoine Mondial en sa dix-neuvième session tenue à Berlin du 4 au 9 décembre 1995.

Deux ans après la terrible tragédie humaine qui a secoué le Rwanda, les conséquences de l'exode de millions de réfugiés vers le Zaïre voisin se font encore et toujours sentir à de nombreux égards et en particulier sur les ressources naturelles de la région. De nombreux camps de réfugiés se sont installés à proximité immédiate des Parcs Nationaux de Kahuzi-Biega et des Virunga.

Ce rapport est rédigé principalement à l'attention du Comité du Patrimoine Mondial et de son Bureau, afin de donner à ces structures des indications sur la situation prévalant sur le terrain et sur les options d'interventions que pourrait prendre l'Unesco.

La mission s'est plutôt concentrée sur le Parc National des Virunga qui a été porté sur la liste du patrimoine mondial en péril en décembre 1994.

## 2. PARC NATIONAL DES VIRUNGA

---

### 2.1 Etat de conservation

#### 2.1.1 Description et valeur du site

Le lecteur trouvera ailleurs une description détaillée du Parc National des Virunga (PNVi). Rappelons que le PNVi, d'abord baptisé Parc National Albert, fut le premier parc national africain, créé en 1925. Ce site a été inclus sur la liste du Patrimoine Mondial en 1979, et sur celle du Patrimoine Mondial en péril en décembre 1994.

Le PNVi comporte une variété remarquable d'écosystèmes: forêts d'altitude et milieux montagnards, forêts de basse altitude, champs de lave, plaines et savanes, lacs et zones humides. Ces écosystèmes abritent une diversité biologique exceptionnelle. Ce parc fut créé initialement dans le but d'assurer la protection du gorille de montagne (*Gorilla gorilla beringei*), mais il comprend également aujourd'hui une petite population de gorilles de plaines de l'est (*Gorilla gorilla graueri*). On y trouve aussi de nombreuses espèces endémiques, tant animales que végétales.

Le PNVi s'étend sur une surface de 8.000 km<sup>2</sup>, et sa subdivision administrative comprend les secteurs sud (Mikeno et Nyamulagira; station de Rumangabo), centre (station de Rwindi), est (station de Lulimbi) et nord (station de Mutsora). Voir carte annexée.

#### 2.1.2 Historique 1994-1995

Avant la crise rwandaise, le PNVi connaissait déjà des problèmes aigus, dus principalement:

- à la faiblesse institutionnelle de l'Institut Zaïrois pour la Conservation de la Nature (IZCN), qui est l'autorité officielle à statut para-étatique responsable de la gestion et de la conservation des aires protégées au Zaïre; cette faiblesse institutionnelle, se marquant tant au niveau de la Direction Générale de Kinshasa que des stations de

terrain, est principalement due au manque de moyens techniques et logistiques, ainsi qu'à la crise socio-économique et politique qui touche le pays depuis de nombreuses années;

- à la pression humaine émanant des populations riveraines du parc dans tous ses secteurs, et se manifestant par une série d'activités illégales: braconnage, coupe de bois et de bambou, empiètement sur les limites du parc, pression de pêche au niveau du lac Edouard, présence d'enclaves à forte densité de populations humaines, exactions commises par des groupes armés divers (rebelles dans le nord, armée régulière pratiquement partout);
- au retrait de la plupart des projets de coopération oeuvrant dans le domaine de la conservation de la biodiversité, suite à la dégradation du climat socio-politique et de la sécurité dès septembre 1991.

La guerre au Rwanda avait déjà débuté en octobre 1990, sous la forme de mouvements de guérilla observés principalement dans le nord du Rwanda. Jusqu'en 1994, les principales répercussions du conflit rwandais au niveau du PNVi étaient d'une part la détérioration de la sécurité dans le secteur à gorilles dans la zone limitrophe au Rwanda, et d'autre part une chute drastique de la fréquentation touristique dans l'ensemble du parc. L'IZCN se voyait dès lors gravement pénalisé au niveau des rentrées en devises, issues principalement des permis de visites aux gorilles, et cette carence en recettes venait renforcer les effets négatifs de la suspension de l'assistance internationale (à quelques exceptions près).

Le début du génocide rwandais en avril 1994 a accentué ces tendances pendant environ quatre mois. La poussée militaire du Front Patriotique Rwandais vers l'ouest du Rwanda a considérablement modifié la situation: dès la mi-juillet, plus de deux millions de réfugiés rwandais ont franchi les frontières du Rwanda avec les pays limitrophes, la plupart s'installant au Zaïre.

La situation de crise aiguë qui a ensuite prévalu, s'est développée d'abord sur le plan humanitaire avec la mobilisation massive de moyens logistiques et humains, puis par une prise de conscience des conséquences catastrophiques de l'installation des camps de réfugiés sur le PNVi.

Ainsi, les camps de réfugiés ont eu comme principales répercussions environnementales:

- un déboisement intensif des zones forestières dans les secteurs sud du parc, certaines sections étant complètement rasées;
- une augmentation des activités de braconnage;
- une augmentation significative de l'insécurité dans plusieurs zones des secteurs sud, notamment le long de la frontière rwandaise et à proximité du camp de Mugunga où sont installés les anciens militaires rwandais.

### **2.1.3 Etat actuel de conservation**

#### **2.1.3.1 Secteurs sud (Station de Rumangabo)**

La situation des secteurs sud (secteur Mikeno et secteur Nyamulagira: voir carte) s'avère particulièrement complexe: elle est le résultat d'une réaction en chaîne prenant ses racines dans l'afflux massif de réfugiés rwandais dès juillet 1994, et trouvant des ramifications sur le plan tant humain qu'environnemental.

La description qui suit est une synthèse provenant des multiples discussions et rapports collationnés au cours de la présente mission.

### **2.1.3.1.1 Perte de contrôle de deux zones dans les secteurs sud**

Deux zones du PNVi-sud sont totalement hors de contrôle de l'IZCN en avril-mai 1996. Il s'agit:

- de la zone sud-ouest du secteur Nyamulagira, située dans l'aire d'influence des camps de Mugunga et du Lac Vert. Ces camps sont notamment occupés par les ex-Forces Armées Rwandaises ainsi que les milices hutu Interharmwe. Ces deux groupes disposent toujours d'armements et font des incursions dans la région de Masisi (située à l'ouest du parc) où ils mènent des opérations de déstabilisation et font des razzias de bétail domestique. Ce bétail transite ensuite par le parc et la viande approvisionne le camp de Mugunga et la ville de Goma. En outre, les mêmes groupes se livrent au braconnage et à la production de charbon de bois dans le parc. Les réfugiés civils continuent à couper du bois, dont une bonne partie est commercialisée.

Le personnel de l'IZCN, en situation de faiblesse, ne peut donc pas assurer les activités de surveillance habituelles, et l'ensemble de la zone est donc hors de contrôle.

- dans le secteur Mikeno, de la zone frontalière avec le Rwanda, sur une profondeur de 3-5 kilomètres, ainsi qu'entre les volcans Karisimbi, Mikeno et Visoke. Ici aussi, le passage régulier des ex-militaires rwandais, lesquels transitent par le parc et mènent des incursions au Rwanda, provoque un état permanent d'insécurité. De plus, l'Armée Patriotique Rwandaise semble déborder régulièrement du côté zairois et ajoute encore au climat de tension dans la zone. Des activités illégales telles que la coupe de bambou et le braconnage du buffle et de l'éléphant, menées en grande partie par les réfugiés civils du camp de Kibumba, se superposent aux mouvements et activités des groupes armés.

La récupération du contrôle de ces deux zones passe obligatoirement par le recours à des forces armées, soit par l'organisation de patrouilles mixtes IZCN-Armée zairoise, soit par la mise en place d'un contingent spécial affecté au PNVi (voir plus loin).

### **2.1.3.1.2 Coupe de bois par les réfugiés**

Malgré les efforts énormes déployés par le UNHCR et la GTZ pour assurer l'approvisionnement en bois des camps de réfugiés, des activités de déboisement sont toujours enregistrées, en particulier aux abords des camps de Katala, de Kibumba et surtout bien sûr de Mugunga et Lac Vert.

Ce bois (souvent sous la forme de charbon de bois) est en partie écoulé à des fins commerciales, notamment vers Goma.

Les derniers chiffres disponibles en matière de déforestation du PNVi-sud mentionnent une superficie de 78 km<sup>2</sup> affectés, dont 18 km<sup>2</sup> entièrement rasés<sup>1</sup>.

### **2.1.3.1.3 Braconnage**

De nombreux pièges continuent à être détendus et saisis par les gardes IZCN, ce qui témoigne d'un braconnage régulier. Les cibles principales de ce braconnage sont le buffle, l'éléphant et surtout plusieurs espèces d'antilopes (guibs hamachés et céphalophes).

Rappelons que 3 gorilles de montagne adultes ont été abattus en août 1995 (deux mâles à dos argenté et une femelle). Bien que les auteurs de ce massacre ne soient

---

<sup>1</sup> Source: N. Blondel, FED/PSRR

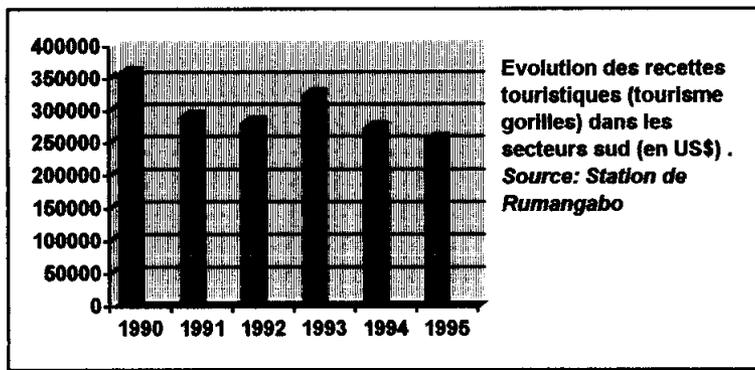
pas directement liés aux réfugiés, ces événements sont néanmoins à mettre en rapport avec le climat général d'insécurité que connaît la région suite à la crise rwandaise.

#### 2.1.3.1.4 Autres activités illégales

Certaines activités de braconnage et de production de charbon de bois sont menées par les populations locales riveraines du parc, à l'instar de ce qui passait avant l'installation des camps de réfugiés.

#### 2.1.3.1.5 Impact de la crise rwandaise sur l'évolution des recettes touristiques

Le graphique suivant reprend l'évolution des recettes en devises pour la station de Rumangabo pour les cinq dernières années. Ces recettes proviennent pour la grosse majorité du tourisme gorilles, principalement du site de Jomba qui accueille toujours des touristes qui transitent par l'Ouganda.



#### 2.1.3.2 Secteur centre (Station de Rwindi)

Ce secteur, qui s'étend au sud du lac Edouard et à l'ouest de la rivière Rutshuru, avait jusqu'ici été relativement épargné par les menaces d'origine humaine. Jusqu'à l'exécution de la présente mission, les atteintes qui pesaient sur le secteur sud étaient respectivement:

- la présence et le développement de la pêcherie de Vitshumbi, située en plein parc sur la côte sud du Lac Edouard. Cette pêcherie comprend environ 12.000 personnes, dont bien sûr un certain nombre de pêcheurs, mais aussi et surtout leurs familles et des structures qui sont venues petit à petit s'ajouter aux premiers occupants du site (commerces de toutes sortes, forces de maintien de l'ordre, etc...). La pression humaine observée à Vitshumbi et dans les environs est de plus en plus forte et se marque tant au niveau de la pénétration humaine à l'intérieur du parc, que des risques de braconnage, de surexploitation des ressources halieutiques ou encore d'utilisation de bois de feu;
- on note également depuis deux à trois ans le développement anarchique de petites pêcheries sur la côte ouest du lac Edouard; ces installations sont bien sûr totalement illégales;
- le braconnage, principalement perpétré par des militaires a touché les populations de grands mammifères dans la zone est de ce secteur jusqu'il y a deux ans; en particulier, les populations d'hippopotames ont été littéralement décimées (il ne resterait plus qu'un tiers des populations initiales). Devant la faiblesse des moyens mis à la disposition de l'IZCN dans cette région du parc, un particulier, Mr. Albert Ngezayo (opérateur touristique dans la région) a mis en place son propre système de surveillance en louant les services d'un groupe de 6 commandos de l'armée.

Cette action a eu un effet bénéfique sur la zone et le braconnage a fortement diminué;

Très récemment, une nouvelle menace est venue s'ajouter aux précédentes et ces événements se sont déroulés durant notre présence dans la région:

- la région de Masisi (à l'ouest du secteur Nyamulagira) connaît de graves troubles ethniques depuis plusieurs années, et l'arrivée massive de réfugiés rwandais en juillet 1994 a encore aggravé la situation en créant un déséquilibre ethnique et en augmentant encore le ressentiment de certaines ethnies vis-à-vis des populations d'expression rwandaise; en particulier, la présence dans les camps de réfugiés de groupes armés, tels que les ex-Forces Armées Rwandaises et les milices Interharmwe (responsables du génocide perpétré au Rwanda d'avril à juillet 1994), contribue à créer un climat de guérilla dans la région. Les populations Bahunde et Banyanga surtout ont été l'objet d'attaques de la part des groupes armés Banyarwanda; de nombreuses fermes à bétail de la région ont été anéanties suite à ces troubles, et l'arrivée de militaires zairois, censés au départ "pacifier" cette zone, a encore augmenté la confusion;

- en réaction à cette situation, des populations Bahunde se sont alliés les services de mercenaires; ceux-ci, dont le nom générique est "Ngilima", combattent nus (!) et utilisent du chanvre pour se donner le courage et "l'invincibilité" nécessaires; en fait, ces guerriers (pour la plupart de très jeunes hommes) jouent sur le facteur psychologique et la superstition qui entoure leur action; les Ngilima ont rapidement investi le poste de patrouille de Kibirizi, situé sur la limite ouest du secteur centre; le dimanche 28 avril, un groupe est arrivé à la Rwindi et a exigé que le conservateur leur remette des armes; ils ont ainsi emporté trois fusils, puis ont ravi des munitions au détachement de la DSP (Division Spéciale Présidentielle) en repartant sur Kibirizi, non sans avoir au passage abattu 4 cobs. Le lendemain, le détachement de la DSP montait négocier avec les Ngilima puis se faisait rafler leurs armes et d'autres munitions avant d'être mis en déroute;

- le mardi 30 avril, des messagers annonçaient le passage des Ngilima à la Rwindi, et que ceux-ci allaient s'en prendre aux populations d'expression rwandaise ainsi qu'aux militaires basés à Vitshumbi. Dans la panique, le détachement de la DSP a évacué la station, suivi par le reste du personnel IZCN et le conservateur qui se sont repliés sur le poste d'entrée de Mabenga. Plus tard dans la matinée, les Ngilima ont effectivement attaqué la Rwindi, puis se sont repliés sur Kibirizi sans occasionner de dégâts à la station. Le conservateur est ensuite rentré sur la Rwindi avec un groupe de gardes. Le lendemain, le détachement de la DSP réintérait ses positions.

Il semble y avoir une confusion totale quant aux mesures à prendre pour juguler le problème: les militaires ont reçu des instructions de ne pas tirer sur les Ngilima, sous prétexte qu'il s'agit d'un problème qui ne les concerne pas! Quoi qu'il en soit, l'insécurité dans cette partie du parc est totale et risque même de s'étendre si des mesures énergiques ne sont pas entreprises.

### **2.1.3.3 Secteur est (Station de Lulimbi)**

Le secteur est a été visité au cours de cette mission. La bande située à l'ouest de la rivière Ishasha est encore très riche en grande faune: un groupe d'une quinzaine d'éléphants y a été observé le 01/05 (à proximité de la station de Lulimbi), ainsi que plusieurs troupeaux de buffles et de grandes concentrations de cobs, de même que des topis et des waterbucks.

Par contre, la bande située à l'est de la rivière Rutshuru, laquelle marque la limite entre les secteurs est et centre, a été fort touchée par le braconnage au cours des derniers mois, comme l'a confirmé notre passage vers le bac de Nyamushengero

(en cours de réfection par le projet du FED) et Kizi (un ancien lac asséché envahi par la végétation).

Dans l'ensemble toutefois, le secteur est apparaît comme étant le plus épargné par les menaces. Ajoutons que ce secteur est contigu au Queen Elizabeth National Park situé en Ouganda, ce qui constitue en soi un facteur de protection supplémentaire.

#### **2.1.3.4 Secteur nord (Station de Mutsora)**

Le secteur nord n'a pas pu être visité faute de temps. Les données qui suivent sont tirées de rapports et de discussions avec la Direction Régionale.

Les vastes plaines au nord du lac Edouard semblent avoir été totalement décimées par les militaires qui opéraient jusque récemment dans le secteur. Environ 80% de la grande faune y a disparu; par ailleurs, les hippopotames de la haute Semliki ont également payé un lourd tribut au braconnage.

L'extrême nord du secteur (soit environ 20% du secteur nord), dans la basse Semliki, n'a plus été patrouillé par l'IZCN depuis environ 6 ans à cause de l'insécurité qui y règne et au manque de moyens. Cette zone est donc actuellement hors de contrôle. Les gardes se contentent de patrouiller le sud de la basse Semliki.

Quant au massif du Ruhenzori, il semble que la situation y soit redevenue calme et que les "rebelles" qui fréquentaient la région n'y sont plus signalés.

Le massif de Tshiaberimu, situé à l'ouest du lac Edouard dans le secteur nord, a été fortement dégradé au cours des dernières années. Une mission récente organisée par des collaborateurs du Zoo d'Atlanta fait état d'une destruction alarmante de la forêt de montagne, dont il ne resterait qu'une superficie de 65 km<sup>2</sup>, contre une surface initiale de 450 km<sup>2</sup>. Il ne subsisterait qu'une population de 16 à 18 gorilles (*Gorilla gorilla graueri*) dans cette forêt.

#### **2.1.3.5 Domaine de Chasse de Rutshuru**

En 1994, la Direction Générale avait confié la gestion de cette aire protégée à la station de Rwindi, en supprimant la station de Rutshuru. Celle-ci a été réouverte récemment car les pressions des populations devenaient de plus en plus importantes: d'une surface initiale de 100.000 ha, le Domaine de Chasse ne compte plus qu'environ 20.000 ha. Le Domaine constitue une sorte de zone-tampon aux secteurs est et centre du parc, et sa protection représente un point important pour la survie du PNVi.

### **2.1.4 Perspectives d'avenir**

Face à la diversité et à l'étendue des menaces qui pèsent sur les précieuses ressources du PNVi, on est en droit de se demander si ce parc possède encore des chances de survie à long terme. Bien sûr, le PNVi a déjà connu dans le passé des crises tout aussi aiguës, qui ont pu être résolues à force de détermination et de patience. La crise actuelle présente cependant un profil encore plus dangereux pour l'intégrité de l'ensemble du site, car elle est la résultante d'un grand nombre de facteurs, certains liés entre eux, d'autres indépendants. Par exemple, la crise rwandaise a donné naissance à une véritable réaction en chaîne qui est toujours en train de se poursuivre à l'heure actuelle; parallèlement, l'instabilité intrinsèque du paysage politique et socio-économique du Zaïre entraîne une série d'autres menaces.

La résolution de la crise (ou plus exactement des crises) qui frappe le PNVi dépasse le strict niveau d'intervention de la conservation de la biodiversité dans la région. Elle s'appuie avant tout sur l'expression affichée du Gouvernement Zairois et de la

communauté internationale de trouver une solution rapide et durable au problème des réfugiés rwandais concentrés à l'est du territoire zaïrois. Qu'il s'agisse d'un rapatriement massif et volontaire ou d'une relocalisation des camps présentant le plus de risques au PNVi, seul ce genre de décision permettra d'alléger les formidables pressions qui menacent le parc. Toutes les mesures s'attachant à limiter l'impact des réfugiés sur le parc, pour louables qu'elles soient, ne représentent que du "bois de rallonge" temporaire, qui risquent d'ailleurs de faire perdre conscience des causes du problème.

Pourtant, les perspectives de voir la situation s'améliorer de façon durable semblent actuellement plus maigres que jamais: on assiste à un blocage quasi-complet des retours de réfugiés vers le Rwanda (au contraire, le taux de croissance démographique dans les camps est d'environ 4.2 %, ce qui est plus élevé que le taux que connaissait le Rwanda avant la crise; ce taux élevé correspond à un taux de natalité très important, épaulé par un système de soins médicaux qui limite le taux de mortalité)<sup>2</sup>. Qui plus est, les négociations multilatérales destinées à relancer le processus de rapatriement piétinent et les autorités zaïroises, hostiles au principe de garder à long terme les réfugiés rwandais sur le territoire zaïrois, refusent d'entendre parler de transfert vers des zones moins vulnérables et moins peuplées.

Dans l'attente d'une solution durable, les actions alternatives devront donc se contenter de limiter ou de juguler autant que faire se peut, l'ensemble des atteintes portées au PNVi; avec le risque non négligeable de voir les bailleurs de fonds et les différents projets s'essouffler et d'exprimer de plus en plus de réticences à libérer des financements qui, littéralement, sont voués à disparaître en fumée. Le coût estimé pour préserver le parc dans son état actuel se situe entre 15 et 20 millions US\$ par année, ce qui représente une somme astronomique en regard de ce qui pourrait être réalisé avec le même montant au niveau des activités de développement du parc et de sa région.

## 2.2 Liste des intervenants - Fiches-projets

Ci-dessous figure, pour chaque initiative développée par un partenaire extérieur (bailleur de fonds officiel ou organisation non gouvernementale), un résumé des actions entreprises dans la région et liées à la protection du PNVi. Chaque fiche reprend les thèmes suivants: titre de l'initiative/du partenaire, justification, objectifs, activités, résultats, budget indicatif et perspectives d'avenir.

### 2.2.1 GTZ- Coopération allemande

**Titre:** Appui à l'IZCN, PNVi-Secteurs sud

**Justification et objectifs:** Le PNVi est victime d'un pillage progressif de sa faune et flore par différents acteurs humains et se trouve aujourd'hui menacé dans sa substance. Les secteurs sud en particulier sont gravement atteints par la déforestation pratiquée par les réfugiés rwandais. L'IZCN se trouve démuni face à cette formidable pression sur les ressources du parc.

**Activités:** Financement direct destiné à couvrir: les primes du personnel, carburant, médicaments et autres frais de fonctionnement. Ce financement intervient depuis fin 1994.

**Budget indicatif:** US\$ 14.250 par mois

**Perspectives d'avenir:** Ce financement, qui était au début sanctionné par un contrat entre la GTZ et l'IZCN, a déjà été reconduit. Il sera disponible et appliqué tel quel

<sup>2</sup> Source: C. Sanders, UNHCR-Goma

tant que le "Projet de Réhabilitation du PNVi" (d'un montant de 5 millions de DM) n'a pas démarré (voir plus loin).

## **2.2.2 UNHCR - Coordination Environnementale**

Titre: HCR-Goma, Unité Environnement

Justification et objectifs: La partie du Nord-Kivu affectée maintenant par la présence des réfugiés subit déjà depuis plusieurs années une pression importante sur l'environnement, due à une population en croissance rapide et à une situation politique et économique difficile. L'afflux soudain de réfugiés rwandais a considérablement aggravé la situation en multipliant la population de la région. L'aide alimentaire internationale procure de la nourriture, nécessitant une cuisson parfois longue et les réfugiés n'ont pas d'autre choix que de trouver du bois de feu, provoquant la principale action néfaste sur l'environnement, par des coupes de bois à l'intérieur même du PNVi, jusqu'alors épargné par les populations locales.

Activités: Un an après l'arrivée massive des réfugiés, un programme Environnement a été mis en place au HCR. Ce programme finance un grand nombre d'activités destinées à limiter l'impact de la présence des camps de réfugiés sur l'environnement. La plupart de ces activités sont réalisées en collaboration avec des ONGs internationales ou locales. La section M ("Forestry") de ce programme comprend les activités suivantes: reboisement, clôtures et abris, moyens logistiques, panneaux signalétiques. La section C ("Household fuel/goods") comprend les activités suivantes: fourniture de bois et de charbon de bois, distribution de bois, foyers améliorés, installation de cuisines collectives, sensibilisation aux techniques d'économie, carbonisation améliorée.

Résultats atteints: depuis la mise en place de ce programme, la dégradation des secteurs sud du PNVi s'est fortement ralentie. On estime que la coupe de bois dans le parc est passée de 350.000 kg par jour à environ 4.500 kg par jour (ces chiffres sont obtenus en effectuant des comptages de coupeurs de bois sortant du parc par l'ensemble des sentiers. A Kibumba, qui est la zone la plus sensible, car le camp de réfugiés est fort proche des limites du parc, la déforestation a été diminuée de 98.5 %. Actuellement, 70% des besoins en bois de chauffe sont couverts pour l'ensemble de la région de Goma. D'autre part, grâce aux techniques d'économie de bois de feu, on a pu réduire la consommation de bois de 2 kg par personne par jour à environ 1 kg par personne par jour<sup>3</sup>.

Budget indicatif: environ US\$ 16 millions prévus pour 1996

Perspectives d'avenir: Les fonds alloués à l'Unité Environnement proviennent d'un budget d'aide humanitaire du UNHCR. Par définition, ces fonds sont aléatoires et difficiles à planifier. Si la fourniture de bois de feu et les mesures d'économie d'énergie ont considérablement freiné la dégradation des secteurs sud du PNVi, nul ne peut prédire aujourd'hui combien de temps cette situation durera. Un effort d'une telle amplitude (de l'ordre de 15 à 20 millions de dollars par an) ne pourra certainement pas être soutenu très longtemps, d'où la nécessité de s'employer à résoudre la crise de façon durable. Parmi les actions possibles du UNHCR au cours des prochains mois, mentionnons la proposition d'exploiter une forêt naturelle (dans la région de Maruho, à l'est de Kanyabayonga) en lançant un vaste programme commercial de carbonisation de bois et d'approvisionnement de la ville de Goma en charbon de bois. L'idée serait de "sacrifier" cette forêt naturelle (qui n'a pas un statut d'aire protégée) afin de préserver à long terme les secteurs boisés du PNVi.

<sup>3</sup> Source: M. Leusch, UNHCR-Unité Environnement

### **2.2.3 FED/PSRR - Projet de lutte anti-braconnage**

Titre: Programme Spécial de Réhabilitation pour les pays voisins du Rwanda (P.S.R.R.), volet Environnement.  
Projet Parc National des Virunga, volet lutte anti-braconnage (PNVi).

Initiative-financement: Union Européenne

ONG exécutante: Centre International de Formation des Cadres du Développement (CIFCD).

Période d'intervention: mai 1995 à mai 1997 (2 ans).

Activités:

- Volet matériel: fourniture de véhicules, d'outillage, de carburant, de médicaments, de matériel de radiocommunication; inventaire et remise en état de matériel financé par le sous-programme Virunga (projet du FED arrêté en 1991).

- Volet pistes: réouverture de pistes stratégiques pour la lutte anti-braconnage; remise en service du bac de Nyamushengero sur la rivière Rutshuru (permettant de désenclaver le secteur est); mise en place d'un système de cantonnement pour l'entretien et la réparation des pistes.

- Volet appui au personnel: paiement de primes mensuelles à l'ensemble du personnel (tant technique qu'administratif); mise en place de la gestion technique et administrative; formation dans le domaine de la gestion, de la mécanique et de l'informatique.

Budget indicatif: 800.000 ECU sur deux ans

### **2.2.4 FED/PSRR - Projet PNVi, protection de la couverture boisée**

Titre: Programme Spécial de Réhabilitation pour les pays voisins du Rwanda (P.S.R.R.), volet Environnement.  
Projet Parc National des Virunga, volet protection de la couverture boisée (PNVi).

Initiative-financement: Union Européenne

ONG exécutante: Aide au Développement Gembloux asbl (ADG).

Période d'intervention: mai 1995 à avril 1997 (2 ans).

Justification: L'afflux et l'installation de quelque 700 000 réfugiés rwandais au Nord Kivu a provoqué d'énormes dégâts au PNVi, principalement de deux types: déboisement massif dans le secteur forestier (secteur sud) et braconnage à grande échelle. Pour le Parc dans son ensemble, ceci a aggravé considérablement une situation de crise qu'il commençait à connaître depuis quelques années sous la pression des populations riveraines. De sorte que la pérennité du PNVi est sérieusement menacée.

Objectifs: Conçu initialement comme un programme d'urgence pour l'environnement, le projet vise à contribuer à l'arrêt des dégâts au PNVi.

Il s'articule en 3 volets dont les objectifs respectifs sont:

volet contrôle du déboisement: limitation directe des dégâts de déforestation dans le Parc.

volet amélioration de l'utilisation du bois: limitation de la consommation en bois dans la zone entourant le Parc.

volet sensibilisation des populations riveraines du PNVi: améliorer la perception du Parc par les populations riveraines.

Activités:

- Volet contrôle du déboisement: centré sur le secteur forestier du Parc (secteur sud);« monitoring » du déboisement par les réfugiés et les populations riveraines; orientation de la protection du Parc (orientation des patrouilles IZCN, identification des forêts à protéger en priorité);appui à la gestion du Parc: cartographie du secteur sud du Parc (étude par télédétection, en collaboration avec UNHCR), plan directeur d'aménagement / plan de sauvetage; contribution à l'approvisionnement en combustible des populations réfugiées et riveraines à partir de plantations et de forêts naturelles: prospection et inventaires, planification et organisation de l'exploitation, études pour implantation de projets de reboisement.

- Volet amélioration de l'utilisation du bois: centré sur le secteur forestier du Parc; diffusion massive de foyers améliorés dans le camp de réfugiés de Kibumba; diffusion de foyers améliorés dans les villages et agglomérations de la zone de Rutshuru + stations du PNVi (création d'un centre du foyer amélioré);vulgarisation de techniques diverses d'économie d'énergie; enquêtes sur les « habitudes énergétiques » dans les camps de réfugiés et villages riverains.

- Volet sensibilisation: intervient dans des villages riverains des secteurs sud et centre du Parc; enquêtes sociologiques; sensibilisation à la protection du Parc; réalisation de microprojets au bénéfice des populations riveraines du Parc: établissement d'une ceinture verte en zone tampon, microréalisations, etc.

Résultats atteints:

volet contrôle du déboisement: subit de fréquentes réorientations, la plupart des activités sont en cours à divers degrés d'avancement.

volet foyers améliorés: intervention achevée dans les camps de réfugiés (Kibumba couvert à 60%)

volet sensibilisation: enquêtes sociologiques terminées, 1ère phase reboisement en zone tampon achevée, microréalisations en cours de démarrage

Budget indicatif: 800 000 ECU / 2 ans.

Perspectives d'avenir: non encore définies vu l'instabilité de la situation

(source: Nicolas Blondel)

## **2.2.5 WWF - Fonds Mondial pour la Nature**

Titre: Programme d'Education Virunga - Kacheche

Justification et objectifs: Suite aux résultats de l'enquête menée en 1987 auprès de la population vivant dans la périphérie du PNVi, plus précisément dans les secteurs sud et centre, qui ont révélé l'attitude négative de la population vis-à-vis du parc (beaucoup considèrent le parc comme des terres inutiles qu'il fallait vite occuper avec l'installation des champs, la coupe de bois, la chasse, etc...). Etant un des volets du projet gorilles qui a débuté en 1984 à Jomba, projet qui avait comme objectif la protection des gorilles de montagne, la protection des chimpanzés et l'éducation et la sensibilisation de la population locale sur l'importance du parc, que ce dernier programme donnera naissance au PEVi en 1987. Les objectifs du PEVi seront: a) la conservation des gorilles de montagne et celle du PNVi; b) développer

la campagne de sensibilisation sur l'importance économique et écologique du parc; c) diminuer la pression humaine exercée sur le parc entre autres le déboisement, le braconnage, le recherche de terres, etc... C'est partant de l'objectif c) que se justifie le projet de reboisement initié depuis 1988.

Activités: Projet actif depuis 1987.

- Education et Sensibilisation: visites éducatives dans le parc; production du matériel éducatif "magazine Kacheche"; projections audiovisuelles; organisation de classes-nature; organisation de conférences, de séminaires, exposés, salon-débats; encadrement des associations des jeunes à caractère écologique; formation des pépiniéristes et de staff.

- Reboisement: création de pépinières, installation de plantations de type villageois; aménagement de la zone-tampon autour du parc dans le secteur sud; autonomie de gestion des pépinières (encadrement technique et matériel des pépinières locales); création de potagers.

- Intégration de la femme: encadrement des associations de femmes dans le domaine de la sensibilisation et reboisement (création de pépinières d'arbres, de légumes, plantes médicinales et réalisation de plantations).

Résultats atteints:

- Production de près de 2.200.000 arbres soit environ 1370 hectares reboisés (chiffres arrêtés en décembre 1995). Plantation d'environ 40 hectares dans la zone-tampon.

- Réalisation d'environ 600 plantations communautaires, de type privé ou de démonstration.

- Formation de 298 pépiniéristes recrutés parmi les paysans

- Production de 210.000 exemplaires du magazine éducatif "Kacheche"

- Encadrement de 12 associations de femmes; de 9 associations de jeunes.

- Organisation de 128 visites éducatives dans le parc; 614 villages atteints par les activités de sensibilisation.

Budget indicatif: environ US\$ 250.000 par an.

Perspectives d'avenir: Le WWF a actuellement cessé de financer ce projet, qui est soutenu par the "Lutherian World Federation" (LWF). Le PEVi représente la structure qui a acquis la plus grande expérience aussi bien dans le domaine de la création de pépinières et le reboisement, que dans celui de la sensibilisation des populations riveraines. Il s'agit donc d'un partenaire sérieux et expérimenté, qui connaît actuellement de graves problèmes de financement. Une évaluation du WWF qui doit être menée en mai 1996 décidera en principe de son avenir.

(Source: Bisidi Yalolo, responsable PEVi)

## **2.2.6 African Wildlife Foundation/Fauna and Flora International/World Wide Fund for Nature**

Titre: Programme International de Conservation des Gorilles

Justification et objectifs: Le gorille de montagne (*Gorilla gorilla beringei*) se retrouve dans trois pays: le Rwanda, l'Ouganda et le Zaïre. Il comporte deux populations distinctes: l'une située à Bwindi Impenetrable National Park (environ 300 individus) et l'autre dans le massif des Virunga (environ 300 individus, selon le dernier recensement de 1989) à cheval sur le Parc National des Volcans (Rwanda), Mgahinga Gorilla National Park (Ouganda) et le PNVi (secteur Mikeno dans les

secteurs sud). L'objectif stratégique du PICG est d'assurer la conservation à long terme du gorille de montagne et de son habitat, la forêt afro-montagnarde. Le PICG cherche à développer et renforcer la coopération technique entre les trois pays concernés. Le PICG est actif dans la région depuis juin 1991.

Activités (au Zaïre):

- Développement de la coordination régionale par la tenue de réunions et de séminaires avec les autres pays.
- Support institutionnel à l'IZCN (rôle de conseiller et de facilitateur), notamment dans les domaines de la gestion financière et touristique, la planification et la formation.
- Appui logistique et matériel: fourniture d'équipement divers, octroi de primes de collaboration et de rendement.

Budget indicatif (pour le Zaïre): Environ US\$ 50.000 par an dont plus ou moins US\$ 15.000 en support direct.

Perspectives d'avenir: Le PICG révisé et adapte son programme sur une base annuelle en fonction de la situation changeante de la région. Les financements octroyés au Zaïre proviennent jusqu'ici de fonds propres de la coalition des trois ONGs qui la composent.

## **2.2.7 Fondation pour la Survie du PNVi**

Titre: FSPVi (a.s.b.l.)

Justification et objectifs: La FSPVi a été créée le 15 septembre 1995 à l'initiative de Mr. Albert Ngezayo, un opérateur touristique oeuvrant dans le PNVi (lodge à Jomba en limite du secteur sud et tented camp dans la plaine de la Rwindi). Cette fondation a son siège à Goma; son objectif est de promouvoir la nature dans la Région du Nord-Kivu et particulièrement pour protéger le PNVi, le plus ancien parc d'Afrique.

Activités: Un groupe de 6 commandos des FAZ a été mis à la disposition de la fondation qui prend en charge tous les frais de fonctionnement (salaires, primes, carburant, médicaments, équipement et autres). Le UNHCR a financé un véhicule pour le transport des patrouilleurs, et le PAM (Programme Alimentaire Mondial) assure l'approvisionnement en rations et en carburant). D'intenses patrouilles anti-braconnage ont été conduites dans le secteur centre, plus spécialement aux alentours de la rivière Rutshuru.

Résultats atteints: Depuis le déploiement de ces patrouilleurs, le braconnage a été fortement freiné dans cette région du parc.

Budget indicatif: non connu.

Perspectives d'avenir: La fondation, en tant qu'a.s.b.l., ne dispose pas de fonds importants et recherche donc des appuis extérieurs. La FSPVi a organisé le 4 mai 1996 une conférence-débat sur l'avenir du PNVi. Cette conférence s'est tenue sous le patronage du Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, présence des autorités politico-administratives et coutumières de la région.

## **2.2.8 Divers**

- Programme Alimentaire Mondial (PAM): fournit une partie des rations aux gardes et patrouilleurs du parc (concentré sur les secteurs sud).

## **2.2.9 Interventions futures**

- Projet GTZ: "Projet de Réhabilitation du PNVi". Voir plus loin.
- Dian Fossey Gorilla Fund-US: Cette ONG américaine a l'intention d'organiser en juillet 1996 une étude sur la biodiversité et la conservation du Mont Tshiaberimu. Cette étude (prévue pour deux semaines) a comme objectif de déterminer, en consultation avec l'IZCN et les communautés locales, les stratégies de conservation à court et long terme pour l'écosystème du Mt. Tshiaberimu, ses gorilles et sa biodiversité. Le DFGF et le "Center for Remote Sensing and Spatial Analysis" de la Rutgers University comptent en outre développer, en collaboration avec le PSRR/FED, une carte de couverture/utilisation des sols de la région, en d'appuyant sur les données recueillies par les dernières images Spot, Landsat et radar.
- Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA-IFAD): est en train de développer une proposition d'intervention dans la région. Il est prévu un budget de 6 millions US\$ pour les activités suivantes, qui seront en grande partie exécutées par des agences ou projets déjà actifs sur place: reboisement de 3.000 hectares sur trois ans; vulgarisation de techniques d'économie d'énergie auprès des communautés locales; développement d'activités génératrices de revenus; carbonisation améliorée; étude sociologique des Banyabwisha. La plupart de ces activités (sauf la carbonisation améliorée) se dérouleraient dans la collectivité Bwisha.
- Un financement vient d'être accordé par le UNHCR pour la reprise du reboisement de la ceinture verte (300 ha) dans le Domaine de Chasse de Rutshuru. Cette ceinture verte avait été jadis amorcée par le PEvi-Kacheche avec le soutien financier du sous-programme Virunga (FED).

## **2.3 Proposition d'assistance internationale introduite par le Gouvernement zairois**

### **2.3.1 Historique de la requête**

Suite à un échange de courriers entre le Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme (qui est le département de tutelle de l'IZCN) et le Centre du Patrimoine Mondial, une demande "d'assistance IZCN en faveur du PNVi" a été formellement introduite auprès du Fonds du patrimoine mondial en date du 28 décembre 1995 (lettre n°829/IZCN/MIN/ECNT/95).

### **2.3.2 Description de la proposition**

La proposition a été rédigée en suivant les formulaires de demande de coopération technique *ad hoc*, et porte sur un montant total de US\$ 100.000.

L'intervention requise porte exclusivement sur la fourniture de matériel au PNVi: un véhicule 4x4, 4 moteurs hors-bord, ainsi que de l'équipement de brousse (tenues, bottines, tentes, imperméables, jumelles, boussoles et cartes). La fourniture de cet équipement, aux termes de la requête, devrait aider l'IZCN dans ses activités de reboisement, d'éducation mésologique, de lutte anti-braconnage et de monitoring.

### **2.3.3 Adéquation de la proposition**

Dans sa lettre du 9 avril 1996 réagissant à la requête du Gouvernement zairois, le Directeur du Centre du patrimoine mondial exprime deux points de préoccupation principale: d'une part, "les activités à entreprendre dans le cadre du projet ne semblent pas être en adéquation avec le niveau de financement sollicité", et d'autre

part, "il convient de mettre en cohérence le budget proposé avec les actions à mener, tout en tenant compte de la nécessité d'un calage plus étroit avec la politique de décentralisation de la gestion des Parcs adoptée par l'IZCN".

La présente mission nous permet de confirmer les préoccupations exprimées ci-dessus. La requête introduite auprès du Fonds du patrimoine mondial porte sur de l'équipement de terrain, poste qui est déjà pris en charge par la plupart des projets d'assistance présents sur place et qui disposent pour la plupart de moyens financiers beaucoup plus importants que ceux du Fonds du patrimoine mondial.

Bien sûr l'ampleur des problèmes auxquels est confronté l'IZCN au PNVi est telle que même les initiatives actuellement déployées ne suffisent pas à combler les besoins. L'UNESCO pourrait dès lors intervenir sur le plan purement logistique et utiliser les faibles ressources disponibles pour fournir tout ou partie de l'équipement sollicité. Cependant, dans la conjoncture actuelle, une telle intervention serait complètement diluée dans l'ensemble des appuis dont bénéficie déjà le parc, et la contribution de l'UNESCO serait à peine décelable.

Le dernier fonds d'urgence mis à la disposition du PNVi par l'UNESCO remonte au début de l'année 1995. Il portait sur le financement des frais de fonctionnement des différentes stations du parc (pour une période allant de 2 à 4 mois suivant les stations). Un montant de 40.000 \$US<sup>4</sup> a ainsi été utilisé pour payer du carburant, des médicaments, des pièces détachées, des primes et des petites fournitures diverses. Cette aide d'urgence a eu l'avantage de donner une sorte de ballon d'oxygène au parc, mais l'impact final a malgré tout été relativement minime, eu égard aux énormes besoins.

Un an plus tard, l'intervention du Fonds du patrimoine mondial a été littéralement "oubliée", et les autorités nationales comme les représentants des partenaires extérieurs s'étonnent de ce que l'UNESCO "tarde tant à réagir"!

## **2.4 Actions supplémentaires requises**

Ces actions représentent en fait des domaines d'interventions qui ne font pas encore l'objet de financements (ou dont les financements risquent de se réduire à l'avenir) et qui mériteraient donc une prise en charge par des partenaires extérieurs. Il s'agit ici d'activités jugées prioritaires dans l'état actuel de la situation.

### **2.4.1 Renforcement institutionnel de l'IZCN**

Ce domaine a déjà fait l'objet, voici quelques années, de préoccupations particulières: la Banque Mondiale a en effet financé en 1991 une étude institutionnelle assortie d'une proposition de restructuration de l'Institut Zaïrois pour la Conservation de la Nature. La Banque ayant suspendu le financement de son projet "Forêt et Environnement", la refonte institutionnelle n'avait donc jamais réellement décollé, jusqu'à ce que le conseil d'administration de l'IZCN décide de créer deux directions régionales, l'une pour le Nord-Kivu et l'autre pour le Sud-Kivu. La création de ces directions régionales traduit une amorce de décentralisation, qui avait d'ailleurs été préconisée par l'étude institutionnelle mentionnée ci-dessus.

La Direction Régionale du Nord-Kivu est effectivement en place depuis environ un an, et ses attributions et structures ont été officiellement décidées depuis quelques mois seulement. La Direction Régionale devrait donc en principe s'avérer opérationnelle dans la région du Nord-Kivu; dans la pratique cependant, on constate que cela n'est pas le cas:

---

<sup>4</sup> Le PN Kahuzi-Biega a bénéficié à l'époque d'une aide d'urgence similaire de 10.000 \$US

- la décentralisation des structures vers le terrain ne s'est pas accompagnée d'une restructuration de la Direction Générale (DG); il n'y a pas eu de réaménagement des attributions de la DG, ce qui provoque souvent des conflits de compétence ou des confusions entre la DG, la Direction Régionale et les stations dans les parcs;
- les budgets de fonctionnement initialement prévus pour alimenter les Directions Régionales ne sont pas libérés régulièrement; dans la pratique, la Direction Régionale ne dispose que de très peu de moyens logistiques (pas de véhicule, ni de matériel de bureau, et peu de frais de fonctionnement);
- le personnel affecté à la Direction Régionale n'a pas reçu de formation adéquate; cela dans une structure nouvelle et dans une conjoncture de crise particulièrement difficile.

Un renforcement institutionnel de la Direction Régionale du Nord-Kivu permettrait notamment:

- de mettre en place une structure de coordination au niveau de l'ensemble des stations du PNVi; jusqu'à présent, les chefs de stations du parc fonctionnaient de façon assez indépendante, en rapportant directement à la DG. Lorsque des problèmes se posent, les chefs de stations le signalent à la DG, située à 2.000 km, laquelle doit alors réagir et orienter les décisions; une Direction Régionale fonctionnelle permettrait donc d'accélérer et d'optimiser la gestion de l'ensemble du parc, mais aussi d'exercer une fonction stratégique, en adoptant une approche plus "visionnaire" notamment en terme de planification et de priorisation;
- de donner à cette structure un certain poids dans les contacts de l'IZCN avec les autorités politico-administratives et militaires de la région; ici aussi on améliorerait grandement l'efficacité et la gestion des dossiers;
- d'instaurer un mécanisme de coordination et de concertation au niveau des partenaires extérieurs de l'IZCN dans la région; actuellement, les interlocuteurs privilégiés des projets de coopération sont plutôt les chefs de stations sur le terrain; il appartient en fait à la Direction Régionale de jouer un rôle de plate-forme vis-à-vis de l'assistance extérieure.

Pour lui permettre de jouer ces différents rôles, la Direction Générale a donc besoin d'un appui institutionnel direct. Idéalement, celui devrait se concrétiser par:

1. la fourniture d'équipement de base, se limitant à la cellule basée à Goma (un véhicule, matériel informatique et de communication, petit équipement divers);
2. la contribution aux coûts de fonctionnement;
3. une assistance technique à moyen terme (12 mois), destinée à épauler le Directeur Régional dans ses activités de coordination, de supervision, de gestion et de planification;
4. l'organisation d'une formation continue dans des techniques telles que l'informatique, les communications, la planification par cadres logiques ou encore la gestion financière et administrative;
5. l'appui direct à l'élaboration et la mise en exécution d'un plan d'action d'urgence pour le PNVi.

## 2.4.2 "Contingent vert"

L'idée de créer un contingent vert dans le cadre d'une opération "coup de poing" remonte à la fin de l'année 1995. Cette opération mobiliserait un contingent militaire contre le braconnage et la coupe de bois dans le PNVi. Le principe de cet exercice consiste à "nettoyer" les zones qui sont actuellement hors de contrôle puis de confier la protection du parc aux gardes de l'IZCN, dont les moyens et les effectifs auraient entre-temps été renforcés.

Plusieurs réunions préparatoires ont déjà eu lieu, rassemblant des représentants de la primature, du ministère de la défense nationale, du ministère de l'environnement, de l'IZCN, du UNHCR, du PNUD, de la délégation de la Commission Européenne et de la coopération allemande. Cette idée semble faire l'unanimité quant à son principe. Cependant, la mise en oeuvre d'une telle opération se heurte à deux obstacles principaux:

- le coût très élevé de l'opération, estimé à plus de 4 millions US\$ pour une période de trois mois;
- en admettant que l'aspect financier puisse être pris en charge par un organisme donateur, la responsabilité de l'opération poserait un problème de taille. Aucun partenaire extérieur ne semble disposé à assumer la responsabilité d'une telle opération militaire.

Si la reprise en main des zones du parc aujourd'hui hors de contrôle représente effectivement une priorité (au risque de voir la situation se dégrader davantage), il n'en reste pas moins que les modalités d'une telle intervention doivent être soigneusement analysées. L'organisation d'un contingent militaire qui exécuterait cette opération coup de poing et qui encadrerait ensuite les gardes IZCN (formation paramilitaire), outre son coût prohibitif, présenterait les inconvénients suivants:

- l'expérience prouve que les patrouilles dites "mixtes", c'est-à-dire regroupant des éléments de l'IZCN et des militaires, ont très peu de chances de succès (bien que les gardes du parc aient une meilleure connaissance du milieu, les militaires refusent systématiquement de se retrouver sous le contrôle et la direction de "civils");
- la plupart des actes de grand braconnage enregistrés jadis dans les différents secteurs du parc ont été commis ou organisés par des éléments des FAZ; introduire des militaires dans le PNVi équivaldrait peut-être à multiplier les risques et à mettre la grande faune davantage en danger;
- à l'instar de ce qui est régulièrement observé avec le CZSC (Contingent Zaïrois de Sécurité dans les Camps, qui s'occupe du maintien de l'ordre dans les camps de réfugiés, suite à un accord passé entre le gouvernement zaïrois et le UNHCR), un contingent spécial pourrait susciter une jalousie importante de la part des autres unités des FAZ et provoquer des ennuis supplémentaires dus à la rivalité.

Face à de tels risques, il existe une alternative plus légère qui aurait le mérite de combiner le principe d'une opération de type militaire avec celui du respect de la "souveraineté" de l'IZCN au PNVi: le parc comprend depuis de nombreuses années une "troupe-choc anti-braconnage", créée afin d'intervenir dans les zones subissant une importante pression de braconnage, initialement d'éléphants. Les effectifs de cette troupe ont reçu jadis une formation paramilitaire poussée et leurs modes de fonctionnement et de discipline reposent sur ceux d'une unité militaire. Cette troupe est basée à Kabaraza (poste d'entrée de Mabenga) et comprend environ 60 personnes à l'heure actuelle).

Moyennant un complément de formation et un encadrement ponctuel par quelques officiers des FAZ, on pourrait envisager d'appuyer cette troupe et de la revitaliser, notamment:

- en y incorporant des éléments supplémentaires provenant d'autres stations;
- en lui fournissant un minimum de moyens logistiques (véhicules, équipement de brousse, primes diverses);
- en responsabilisant les autorités militaires qui veilleraient à fournir armes et munitions en quantités suffisantes.

### **2.4.3 Fourniture de bois**

L'achat et la fourniture de bois de chauffage dans les camps sont actuellement prises en charge financièrement par le UNHCR. Il s'agit d'un poste budgétaire énorme (de l'ordre de 1 million US\$ par mois si l'on désire couvrir la quasi-totalité des besoins énergétiques des réfugiés).

L'octroi de financements au niveau du HCR s'avère relativement aléatoire, ce qui signifie concrètement qu'on pourrait voir d'un jour à l'autre s'écrouler l'ensemble du système de fourniture et de distribution du bois. Ce risque tendra bien sûr à augmenter si la situation s'embourbe et les camps se maintiennent un certain temps.

### **2.4.4 Reboisement**

La réhabilitation du PNVi et de la région du Nord-Kivu passera obligatoirement par des opérations de reboisement à grande échelle. Le reboisement ne devra concerner que les peuplements artificiels qui sont actuellement en cours d'exploitation, tandis qu'on laissera plutôt la végétation du parc régénérer naturellement.

Cet aspect doit démarrer le plus rapidement possible afin d'éviter les pénuries qui ne manqueraient pas de survenir<sup>6</sup>. A titre indicatif, le FIDA compte lancer une opération de reboisement sur 3.000 hectares pendant trois ans, ce qui représente déjà en soi un programme particulièrement ambitieux.

## **2.5 Plan de sauvegarde intégré**

L'idée de produire un plan de sauvegarde (d'abord appelé "plan de sauvetage") pour le PNVi figure dans la demande d'assistance internationale formulée par le Gouvernement zaïrois à l'endroit de l'UNESCO.

Plusieurs initiatives indépendantes, actuellement en cours de développement, méritent d'être mentionnées car elles s'articulent autour d'une préoccupation commune, celle de planifier et de coordonner les actions futures dans le parc.

### **2.5.1 Réhabilitation du Parc National des Virunga - GTZ/Coopération Allemande**

En février 1996 s'est tenu à Goma un atelier de planification ZOPP (= PIPO: Planification des Interventions par Priorités d'Objectifs), rassemblant une mission de la GTZ, les cadres IZCN du PNVi et du PNKB, les deux directeurs régionaux de l'IZCN, une délégation de la Direction Générale de Kinshasa ainsi que la plupart des partenaires collaborant avec l'IZCN dans la région.

Cet atelier a débouché sur un Schéma de Planification de Projet, qui représente le canevas d'une intervention proposée de la coopération allemande. Ce projet, intitulé "Réhabilitation du Parc National des Virunga", a comme objectif global: "la pérennité de l'écosystème du PNVi est assurée". La durée présumée du projet est de 3 ans,

<sup>6</sup> Rappelons qu'on estime la consommation de bois de chauffage dans les camps à environ une stère par personne par année.

avec un budget estimé à 5 millions DM. Les activités se mèneraient dans l'ensemble du parc, avec le démarrage prévu pour le courant de l'année 1996.

Ce projet se propose d'atteindre quatre types de résultats, correspondant chacun à un volet spécifique:

1. La gestion des ressources de l'IZCN au PNVi est efficace.
2. La surveillance du PNVi est améliorée.
3. La collaboration entre l'IZCN et les autres structures est effective.
4. Des programmes techniques et microréalisations sont exécutées avec les populations riveraines et les pêcheurs du lac Idi Amin.

Une des conditions fixées à l'octroi des financements est la mise à disposition de la direction régionale et des stations du PNVi des recettes selon le modèle du projet Kahuzi-Biega.

### **2.5.2 Plan d'action Secteurs Sud - IZCN/PICG**

En avril 1996, le PICG a financé et facilité la tenue d'un atelier portant sur la planification des actions de l'IZCN dans les secteurs sud du PNVi. L'idée principale de cet atelier était de donner à l'IZCN les moyens de définir une vision de son organisation et de son fonctionnement, en l'incitant à adopter une approche plus proactive (par opposition à l'attitude réactive qui a prévalu depuis le début du développement de la crise rwandaise).

L'atelier s'est épaulé sur l'analyse "SWOT", portant sur les Atouts, les Faiblesses, les Opportunités et les Contraintes. L'analyse a été réalisée sur cinq axes:

1. Les structures de l'IZCN (capacités de gestion)
2. Le braconnage des ressources faunistiques et floristiques
3. Les populations locales
4. La coordination extérieure
5. La présence des réfugiés

Les discussions issues de l'atelier serviront de canevas à un "Plan d'Action pour les secteurs sud", lequel sera discuté par l'ensemble des partenaires au cours des prochains mois une fois un premier draft rédigé par l'IZCN avec l'appui du PICG. Le plan d'action sera présenté au Comité de Gestion de l'IZCN puis à son Conseil d'Administration.

### **2.5.3 Plan de sauvegarde (plan d'action d'urgence)**

De nos jours, la planification des activités d'une aire protégée est une obligation incontournable. Dans de nombreux pays, des plans directeurs, de gestion ou d'aménagement<sup>6</sup> sont confectionnés pour le réseau d'aires protégées en question. Qui plus est, de plus en plus de bailleurs de fonds exigent maintenant qu'un plan de gestion soit présenté avant toute intervention extérieure dans une aire protégée.

le PNVi a déjà fait l'objet de deux amorces récentes de plan de gestion ou plan directeur (d'abord dans le cadre d'un projet de la coopération belge au début des années 80, ensuite lors du sous-programme Virunga du FED en 1990-1991). Jamais cependant un plan de gestion pour l'ensemble du parc n'a été finalisé.

---

<sup>6</sup> Bien qu'il existe des nuances dans les différentes définitions, nous utilisons plutôt le vocable de "plan de gestion" pour désigner tout exercice de planification s'étendant sur une période de 3-5 ans.

Le contexte d'urgence que vit depuis près de deux ans le PNVi n'est guère propice à l'élaboration d'un plan de gestion en tant que tel. En effet, une série de paramètres sont entièrement imprévisibles car liés à la présence des camps de réfugiés tout autour du parc. L'avenir du PNVi (et par là-même son sort) est directement dépendant de la résolution de la crise rwandaise.

D'un autre côté, de nombreux problèmes observés par exemple dans les secteurs centre et nord (actions des militaires zairois, de groupes armés divers, des populations riveraines), sont eux liés à d'autres causes et reflètent plutôt un écroulement socio-économique ou un certain laxisme des institutions en charge du maintien de l'ordre.

L'ensemble du parc dans tous ses secteurs connaît donc, à des degrés divers, une phase de crise aiguë. Nous pensons donc que l'assistance internationale devrait, comme a commencé à le faire la GTZ, se préoccuper de tout le parc en tant que mosaïque d'écosystèmes contribuant à la valeur exceptionnelle de ce site du patrimoine mondial.

Cela ne signifie pas que l'assistance extérieure qui est maintenant massivement concentrée sur les secteurs sud doive être diluée ou "détournée" au profit des autres secteurs, mais au contraire qu'un effort supplémentaire soit consenti pour aborder de front l'ensemble des problèmes examinés. Bien sûr, la multiplicité et l'ampleur des menaces pesant sur le parc nécessitent une priorisation préalable, laquelle doit s'appuyer sur une planification lucide et surtout souple.

Un plan de sauvegarde (ou plan d'action d'urgence) devrait être élaboré sans délai: cet exercice doit impérativement incorporer tous les acteurs présents sur le terrain, de même que tout partenaire futur qui serait intéressé à coopérer avec le parc. L'initiative, la supervision et la coordination d'un tel plan de sauvegarde devraient idéalement revenir à l'autorité de gestion responsable de l'aire protégée considérée, à savoir l'IZCN. Ce mécanisme de responsabilisation aurait un double avantage:

- d'abord celui de renforcer les capacités de planification et de gestion de l'Institut au niveau du terrain;
- ensuite celui de mettre en place une structure formelle de concertation entre les différents acteurs du parc, sorte de plate-forme obligée dans laquelle s'inscrirait toute intervention extérieure.

Le processus de décentralisation amorcé par l'IZCN voici quelques années et lui-même recommandé à l'époque par la communauté internationale, doit à tout prix recevoir le support de toute intervention extérieure. Ce support devrait plus se marquer au niveau du renforcement institutionnel *sensu stricto* de la direction régionale Nord-Kivu que de son appui logistique (qui est bien sûr incontournable dans la situation actuelle, mais qui serait envisagé de manière raisonnable).

L'élaboration d'un tel plan d'action d'urgence requiert bien entendu à la fois un minimum de moyens matériels et une expertise. Cette expertise est déjà disponible pour une bonne part au travers des différents partenaires de l'Institut et sa mobilisation ne demanderait qu'un effort réduit. Quant aux moyens matériels (en particulier les coûts récurrents), ils devraient faire l'objet d'une attention toute particulière de la part de la communauté internationale. C'est ici par exemple que pourrait se situer une intervention de l'UNESCO (voir plus loin).

### 3. RECOMMANDATIONS - PERSPECTIVES D'INTERVENTION DE L'UNESCO

---

#### 3.1 Interventions potentielles sur fonds propres

Le Fonds du Patrimoine Mondial dispose de moyens relativement limités. Le contexte prévalant actuellement au PNVi, où un certain nombre d'initiatives extérieures ont été déjà développées sur le terrain, n'est guère propice aux interventions modestes qui risquent de se retrouver littéralement "noyées" dans des actions de l'ordre de plusieurs millions de US\$.

Cependant, même un financement limité peut avoir un impact important si la cible est clairement définie et les actions sélectionnées et exécutées avec soin.

L'exemple de la Fondation pour la Survie du PNVi (FSPVi) est particulièrement probant à ce niveau: avec un noyau de quelques commandos bien payés et bien équipés, le secteur centre a pu être nettoyé d'une grande partie du braconnage qui y faisait rage.

- Contribution à l'élaboration d'un plan d'action d'urgence ("plan de sauvegarde"). Coût: US\$ 20.000

- Objectif: Etablir les priorités du moment et planifier les actions les plus urgentes

- Justification: Le PNVi subit des dégradations provenant de différentes sources, principalement dues à la présence de camps de réfugiés rwandais. Différentes interventions ont été lancées depuis de nombreux mois, parfois en ordre dispersé. Il est maintenant nécessaire de dépasser le cadre de la stricte urgence en proposant une concertation entre tous les acteurs impliqués dans la conservation du parc et de sa biodiversité. Cette concertation devrait déboucher sur un plan de sauvegarde (ou "plan d'action d'urgence") prenant en compte l'ensemble des interventions en cours d'exécution ou de préparation, et en orientant celles-ci dans un cadre coordonné.

- Activités: apport d'un financement supplémentaire à deux exercices déjà amorcés; d'une part l'élaboration d'un plan d'action pour les secteurs sud, lancée avec la collaboration du PICG (suite à un séminaire de planification tenu à Goma en avril 1996), et d'autre part le souhait du projet FED/PSRR (volet protection de la couverture boisée) de préparer un plan d'aménagement pour le PNVi. L'idée serait de faire converger ces deux initiatives sous la tutelle de la Direction Régionale. Le financement proposé servirait à couvrir: tenue de deux séminaires (à Goma; l'un portant sur la description du plan et le partage des tâches, l'autre sur l'intégration du plan d'action des secteurs sud avec le plan couvrant l'ensemble du parc).

- Résultats attendus: production d'un plan de sauvegarde concerté du PNVi portant sur une période de 12-18 mois.

- Budget: total de US\$ 20.000

- Achat d'un véhicule pour la Direction Régionale. Coût: US\$ 30.000

- Objectif: renforcer le caractère opérationnel de la Direction Régionale du Nord-Kivu

- Justification: la Direction Régionale est une structure très jeune au sein de l'IZCN et répond à un souci de décentralisation. Une telle décentralisation, si elle réussit,

permettrait de grandement améliorer l'efficacité de l'IZCN dans la région et au PNVi, en lui donnant les moyens d'accomplir les tâches lui dévolues.

- **Activité:** fourniture d'un véhicule 4x4
- **Résultats attendus:** une Direction Régionale plus indépendante et plus autonome, et donc plus efficace
- **Budget:** US\$ 30.000

### 3.2 Mobilisation de fonds plus importants

Malgré les financements propres limités qui sont actuellement disponibles au niveau du Fonds du patrimoine mondial, il appartient à l'UNESCO de tout mettre en oeuvre pour mobiliser auprès d'autres organismes donateurs des moyens plus ambitieux. Il semble que certaines agences de coopération, bilatérales ou multilatérales (comme le GEF/PNUD), soient en mesure de réagir positivement à de telles demandes de mobilisation.

Deux actions de plus grande envergure mériteraient ainsi d'être lancées sans retard, sous l'égide de l'UNESCO et avec des financements extérieurs:

#### 1. Appui institutionnel à la Direction Régionale de l'IZCN au Nord-Kivu (coût total: US\$ 200.000)

- **Objectif:** Renforcer de façon durable les capacités institutionnelles de la Direction Régionale à Goma.

- **Justification:** la Direction Régionale est une structure très jeune au sein de l'IZCN et répond à un souci de décentralisation. Une telle décentralisation, si elle réussit, permettrait de grandement améliorer l'efficacité de l'IZCN dans la région et au PNVi, en lui donnant les moyens d'accomplir les tâches lui dévolues. Il est nécessaire d'affiner les attributions et organigrammes de la Direction Régionale, en conjonction avec la Direction Générale de Kinshasa et les différentes stations concernées, et de définir ses stratégies et modes d'action. L'encadrement et la formation devront aussi faire l'objet d'une attention toute particulière au niveau des cadres de la Direction Régionale.

- **Activités:** assistance technique d'une durée d'une année (poste de conseiller à la Direction Régionale), fourniture d'équipements (véhicules, matériel de bureau et divers) et prise en charge d'une partie des frais de fonctionnement, organisation de séminaires et de cycles de formation.

- **Résultats attendus:** une Direction Régionale opérationnelle, fonctionnant suivant des rapports harmonieux et clairement définis avec la hiérarchie et les stations du PNVi.

- **Budget indicatif:** total de US\$ 200.000

Assistance technique 1 an	: 65.000
Primes de collaboration	: 12.000
Frais de voyage	: 11.000
Frais de fonctionnement	: 12.000
Séminaires et formation	: 15.000
2 véhicules	: 60.000
Matériel informatique	: 7.000
Equipement de bureau	: 4.000

Matériel de communication	: 4.000
Divers et imprévus	: 10.000
	-----
Total	200.000 US\$

## 2. Revitalisation de la troupe-choc de Kabaraza (coût total: US\$ 200.000)

- Objectif: récupérer le contrôle des zones du PNVi actuellement inaccessibles.
- Justification: trois zones sont actuellement hors du contrôle du personnel de l'IZCN:
  - a) l'extrême nord du PNVi (basse Semliki) où les gardes du parc n'ont plus patrouillé depuis près de 6 ans, à cause de la présence signalée de rebelles et de déserteurs;
  - b) la région frontalière avec le Rwanda dans le secteur Mikeno, à cause du passage de groupes armés divers; et, c) le sud-ouest du secteur Nyamulagira, à cause de la présence répétée de groupes d'anciens militaires rwandais et de milices hutu, qui se livrent à la coupe de bois, à la carbonisation, au braconnage et aux razzias de bétail dans la région voisine de Masisi. Il est indispensable que les autorités du parc reprennent le contrôle de ces zones, en particulier les deux dernières. L'idée de créer un contingent vert, constitué essentiellement de militaires des FAZ, comporte des risques non négligeables pour l'intégrité du parc, et s'avère en outre d'un coût exorbitant. Il est donc proposé de redynamiser la force paramilitaire basée à Kabaraza (troupe "choc").
- Activités: aux 60 unités déjà installées à Kabaraza et dont la plupart ont déjà reçu une formation paramilitaire, seraient incorporés, de chaque station principale (Rwindi, Rumangabo, Lulimbi, Mutsora), 10 personnes parmi les plus motivées. Ce corps de 100 gardes d'élite recevrait alors une formation intensive sous la conduite de 5 officiers-instructeurs de l'armée zairoise. Les activités impliqueraient, outre le support au personnel, la fourniture de matériel (véhicules, équipement de terrain) et de rations, ainsi que la prise en charge de la plupart des frais de fonctionnement. L'opération se mènerait sous la supervision du Directeur Régional, assisté par le responsable de la patrouille choc.
- Résultats attendus: l'ensemble du PNVi, en particulier les secteurs sud, à nouveau sous le contrôle de l'IZCN.
- Budget indicatif: total de US\$ 200.000

Primes complémentaires	: 60.000
Prise en charge instruct. (6 mois)	: 10.000
2 véhicules de transport légers	: 60.000
Equipement de brousse	: 20.000
Matériel de communication	: 4.000
Rations	: 18.000
Frais de fonctionnement	: 18.000
Divers et imprévus	: 10.000
	-----
Total	200.000 US\$

- Remarque: la réussite de cette opération est conditionnée à la volonté du gouvernement zairois et des autorités militaires de coopérer, notamment en matière de fourniture d'armements adéquats et de munitions en quantités suffisantes. L'opération, d'une durée totale d'un an, se déroulerait en deux phases: une première

phase correspondant à la formation intensive et au déploiement (d'une durée de 3 à 6 mois), et la deuxième phase aux activités de surveillance proprement dites.

### 3.3 Interventions diplomatiques

Au rang des autres possibilités d'interventions, nous encourageons vivement le Comité du Patrimoine Mondial et l'UNESCO à approcher un certain nombre de personnalités et d'institutions-clés afin de les sensibiliser aux menaces énormes qui pèsent sur le PNVi, site du patrimoine mondial en péril.

Ces actions, que nous qualifierons de "diplomatiques", devraient se mener à deux niveaux:

1. La résolution durable de tous les problèmes rencontrés passe en priorité par l'évacuation de tous les camps de réfugiés rwandais de la région de Goma, que ce soit par rapatriement volontaire des réfugiés vers leur pays d'origine ou par leur transfert vers d'autres sites moins vulnérables. L'UNESCO devrait donc, en tant qu'agence des Nations Unies impliquée dans la protection du patrimoine mondial, prendre l'initiative d'approcher tous les acteurs susceptibles d'intervenir dans la résolution de la crise rwandaise.
2. Si, pour des raisons politiques ou autres, l'évacuation des camps ne peut s'envisager immédiatement, il appartient à l'UNESCO d'intervenir auprès des protagonistes appropriés afin que les mesures de mitigation actuellement développées soient continuées, amplifiées et facilitées. Soulignons que ce deuxième niveau d'intervention doit être déployé parallèlement au premier.

Les cibles de ces actions diplomatiques seront:

- Les hautes autorités zaïroises: le Président de la République, le Premier Ministre, l'Etat-Major des Forces Armées Zaïroises, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme.
- La communauté internationale: a) les pays de la sous-région touchés par la crise rwandaise (Rwanda, Ouganda, Tanzanie et Burundi); b) les pays et agences de coopération bilatérales qui sont déjà actifs dans le domaine de la conservation du PNVi dans la région, ou qui seraient susceptibles de développer des programmes d'intervention; c) les institutions multilatérales (Union Européenne, Banque Mondiale, PNUD, GEF,...).
- En particulier, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés: en tant qu'instance responsable de l'ensemble des questions relatives aux camps de réfugiés de la région, le UNHCR joue un rôle crucial dans la résolution de la crise environnementale qui touche le PNVi. Les fonds qui sont actuellement utilisés pour fournir le bois d'énergie dans les camps, proviennent du UNHCR. Sans cette intervention, le situation risquerait de basculer à nouveau et la déforestation du parc reprendrait de plus belle.

## 4. PARC NATIONAL DE KAHUZI-BIEGA

---

### 4.1 Généralités

Nous renvoyons le lecteur à d'autres sources pour la description détaillée des richesses du parc, notamment à la brochure publiée avec le concours du projet GTZ

("Parc National de Kahuzi-Biega", par M.Mühlenberg, J.Slowik et B. Steinhauer-Burkart).

Rappelons que le Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB) comprend deux parties distinctes sur le plan écologique:

- la partie initiale créée en 1937 en tant que réserve intégrale et d'une superficie de 60.000 ha (forêt de montagne jusqu'à 3300 m d'altitude); le statut de parc national lui est conféré en 1970;

- et "l'extension" du PNKB, qui porta la superficie totale du parc à 600.000 ha par une ordonnance de 1975; cette section comporte la forêt de basse altitude (entre 600 et 1200 m).

Une bande de forêt (le "couloir de transition") d'au moins 3 kilomètres de largeur et de 50 kilomètres de longueur relie les deux sections du parc. Ce couloir représente un élément essentiel du PNKB puisqu'il permet des échanges entre les deux parties (par exemple éléphants et gorilles).

Depuis 1975, le parc connaît de grands problèmes avec les communautés locales, car la mise en place de l'extension s'est faite sans consulter les populations et actuellement encore, on compte environ 12.000 personnes qui vivent dans le parc (principalement dans la région de basse altitude). L'image du parc et de l'IZCN s'en trouve fort atteinte, et les efforts du projet GTZ depuis son démarrage ont notamment porté sur l'intégration des communautés locales aux activités se déroulant dans ou à proximité du parc.

Aux problèmes de "relations" avec les populations locales est venu s'ajouter l'afflux massif de réfugiés rwandais dès le mois d'août 1994. Ces réfugiés ont été installés dans des camps dont certains se trouvent à proximité du parc.

## **4.2 Atteintes menaçant l'intégrité de ce site**

### **4.2.1 Couloir de transition**

La dégradation de ce couloir représente la principale menace à l'intégrité du PNKB. L'ordonnance portant sur la création de l'extension en 1975 n'est pas admise par tous, et qui plus est, entraîne une certaine confusion. Ainsi, un certain nombre d'activités illégales sont enregistrées dans ce couloir. On compte 23 exploitants qui occupent, certains de façon partielle, des surfaces à l'intérieur du couloir. Ces exploitants (parmi lesquels 8 représentent un danger réel pour l'existence du couloir) exercent les activités suivantes: élevage, agriculture, coupe de bois et carbonisation.

Les passages d'éléphants et de gorilles ne sont déjà plus observés à cause des perturbations qui touchent le couloir, et la biodiversité du PNKB s'en trouve gravement menacée.

Il appartient aux plus hautes autorités de la région et du pays de prendre les mesures appropriées afin de mettre fin à cette situation: des négociations récentes laissent présager d'une suite favorable à ce dossier; sa résolution s'impose néanmoins dans les meilleurs délais au risque d'avoir la connexion entre les deux sections du parc complètement perdue (avec comme conséquence la formation de deux "parcs"). Les négociations actuelles impliquent des représentants des autorités politico-administratives, des ministères concernés par le dossier (affaires foncières et environnement), des collectivités, de l'IZCN ainsi que du projet GTZ.

Le démarrage de la phase suivante du projet GTZ est lié à l'évolution de ce dossier: la préservation du couloir dans son intégrité constitue en effet une condition-cadre sans laquelle tout développement des activités de conservation intégrée ne pourra s'envisager.

## **4.2.2 Conflits homme-éléphant**

Une des conséquences des perturbations qui affectent le couloir de transition est la fermeture de celui-ci aux mouvements de transhumance des éléphants entre les deux sections du parc. On observe ainsi des ravages de cultures causés par certains groupes d'éléphants, plus particulièrement en lisière est de l'ancienne section. Cette situation n'est pas pour améliorer les relations entre le parc et les populations locales qui se plaignent régulièrement des dégâts occasionnés aux champs de maïs, de sorgho ou de bananiers.

Une mission réalisée très récemment par Mr. Martin Tchamba, un spécialiste camerounais des éléphants, a abouti aux recommandations suivantes (le rapport final n'est pas encore disponible et sont présentées ici les grandes lignes de cette mission): a) le couloir de transition doit impérativement être évacué de toute activité humaine, ce qui permettrait de "décongestionner" l'ancienne section et de restaurer les mouvements de part et d'autre du couloir; b) il serait préférable de modifier le type de cultures situées en périphérie du parc, par exemple en privilégiant les champs de manioc, qui attirent moins les éléphants; c) des armes de gros calibre, appropriées au refoulement et à d'éventuelles mesures d'abattage "administratif", doivent être acquises par l'IZCN; d) il faut assurer la formation du personnel IZCN, en particulier les gardes chargés d'accompagner les touristes ou les chercheurs sur le terrain; e) l'installation d'une clôture électrique pourrait être envisagée, mais son coût d'installation et d'entretien est très élevé; f) le système d'alerte doit être modifié afin d'augmenter la rapidité des interventions en cas de ravages de récoltes; g) il est indispensable de prévoir une étude plus approfondie portant sur les effectifs totaux des populations d'éléphants dans le parc ainsi que sur leurs dynamiques de mouvements et leurs préférences alimentaires.

## **4.2.3 Impact des camps de réfugiés**

La région de Bukavu et du PNKB compte une population de réfugiés rwandais estimée à 300-350.000 personnes, réparties dans une vingtaine de camps. Parmi ceux-ci, trois gros camps (comptant au total environ 160.000 personnes) sont situés à proximité immédiate des limites est de l'ancienne section (à une distance de trois à cinq kilomètres).

Ces camps ont eu et ont encore un impact très peu marqué sur le PNKB, et la situation prévalant ici contraste avec celle rencontrée dans le Kivu Nord (région de Goma). L'arrivée de ces réfugiés en août 1994 avait en effet été planifiée (elle a eu lieu un mois après celle enregistrée au nord) et de moindre amplitude. Immédiatement, le projet GTZ a affecté ses ressources tant financières qu'humaines à l'approvisionnement en bois de chauffe des camps de réfugiés. Des critères écologiques (visant tant les espèces que l'âge des arbres) avaient été identifiés et strictement appliqués. Le projet a également lancé des mesures d'accompagnement telles que la diffusion de techniques de foyers améliorés, la sensibilisation par les mass média ou le renforcement intensif de la surveillance du PNKB.

Ces mesures combinées ont ainsi permis de juguler le problème à la base et d'éviter des dégâts irréversibles. Le volet "fourniture de bois" est maintenant la responsabilité du UNHCR.

Tout comme au PNVI-sud, la résolution durable du problème requiert toutefois qu'une décision politique soit prise (rapatriement ou évacuation des réfugiés).

### 4.3 Proposition de classement du PNKB comme Réserve de la Biosphère

Les autorités de l'IZCN en charge du PNKB étudient depuis quelque temps la possibilité de proposer ce site comme Réserve de la Biosphère. Les premières démarches avaient été entreprises, notamment en ce qui concerne la politique de zonage, en collaboration avec le Projet GTZ de Conservation Intégrée.

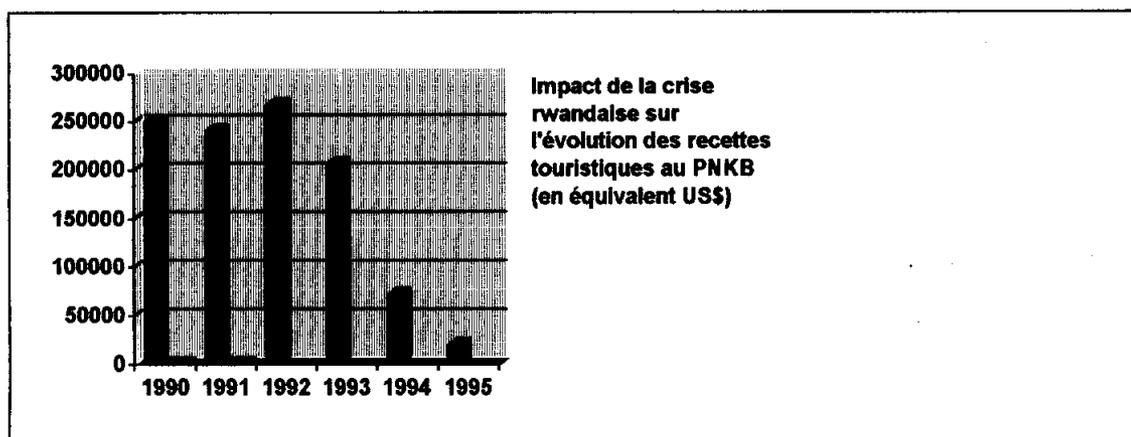
Les multiples problèmes fonciers qui touchent le couloir de transition entre la partie montagneuse du parc et sa section de basse altitude ne sont pas réglés. Des discussions sont actuellement en cours à ce sujet, et devraient aboutir à une délimitation de cette zone qui soit acceptée par tous les interlocuteurs, et en particulier les populations locales.

Dans ce contexte, le PNKB, en consultation avec le Projet GTZ, a décidé de suspendre le programme de zonage. Celui-ci sera rediscuté une fois que les limites du couloir auront été clairement définies et que les quelques exploitants actuels auront été évacués de la zone.

Le dossier "MAB" est donc gelé jusqu'à nouvel ordre.

### 4.4 Ecotourisme: évolution et impact

Le tourisme gorilles au PNKB rapportait environ 150.000 US\$ par an en moyenne à l'IZCN avant le début de la crise rwandaise (à laquelle est venue s'ajouter les effets de la tension ressentie au Burundi voisin). Par contraste, l'année 1995 n'a rapporté que 20.000 US\$ en recettes.



Une clause de la convention liant l'IZCN au projet GTZ signale qu'un montant de 9.000 US\$ par mois (soit 108.000 US\$ par an), issu des recettes touristiques du parc, doit être prélevé sur place et inclus dans le budget de fonctionnement du PNKB. La ventilation proposée pour l'affectation de ce montant théorique est la suivante (par ordre de priorité):

- Frais de fonctionnement et salaires: US\$ 5.000
- Développement intégré: US\$ 2.500
- Direction régionale sud Kivu: US\$ 1.000
- Domaine de Chasse de Luama: US\$ 500

Dans la pratique, le déclin drastique des recettes touristiques ne permet pas d'honorer cette clause, et le projet GTZ doit actuellement venir en aide au PNKB et à la Direction Régionale.

L'impact de cette situation au niveau de la conservation du parc et de son intégrité paraît évident, et l'appui du projet GTZ doit être salué à un moment où le parc traverse une grave crise.

## **4.5 Partenaires de l'IZCN au PNKB**

La gouvernement allemand appuie depuis 1985 un projet pilote qui a pour but de réduire la pression humaine sur les ressources du PNKB par des mesures de développement à sa périphérie. Le projet a ainsi développé des microréalisations telles que la création de dispensaires ou d'écoles, le partenariat avec des groupes de femmes, ou encore des adductions d'eau.

Le projet intervient également au niveau de la sensibilisation des populations et du soutien logistique de la structure IZCN en place au parc (véhicules, équipement divers, radiocommunications, primes diverses).

La phase actuelle (la quatrième depuis le début du projet) s'achève à la fin de l'année 1997 et des négociations sont d'ores et déjà en cours pour le démarrage de la phase suivante.

## **4.6 Intervention potentielle de l'Unesco au PNKB**

### **4.6.1 Intervention financière**

Actuellement, les besoins suivants se font sentir au PNKB, lesquels pourraient être pris en charge par le Fonds du patrimoine mondial:

- 1 pick-up Toyota Hi-lux 4WD pour la station d'Itebero (située dans le nord de l'extension);
- des uniformes et bottines pour les gardes (\$100 par garde, pour un effectif à couvrir de 130)
- une vingtaine de boussoles ainsi que quelques GPS.

Le montant total de l'intervention requise se monte à environ US\$ 50.000.

### **4.6.2 Intervention diplomatique**

L'UNESCO pourrait également intervenir auprès des hautes autorités zaïroises (notamment le Ministère de l'Environnement et du Tourisme) afin de les sensibiliser à la problématique posée par le couloir de transition reliant l'ancienne section du parc avec son extension de basse altitude. Ce couloir joue un rôle vital et sa survie conditionne celle de l'ensemble du parc et de sa biodiversité.

## **5. CONCLUSIONS**

---

Le Zaïre traverse une période particulièrement difficile. Celle-ci est encore aggravée dans les régions du Nord- et Sud-Kivu par la présence de plus d'un million de réfugiés. Les événements qui ont touché la sous-région depuis avril 1994, avec le début du génocide au Rwanda, ont contribué au développement du plus grand et du plus rapide désastre humanitaire des temps modernes.

L'étendue et l'intensité de ce désastre résultent en grande partie de la passivité de la communauté internationale: alors que celle-ci disposait des moyens techniques et humains pour prévenir et limiter le génocide rwandais, il lui a manqué la volonté de le faire. Cette absence de réaction a eu des effets catastrophiques, dont les

conséquences se font encore sentir aujourd'hui bien au-delà des frontières rwandaises.

Si l'on n'y prend garde, ce même genre d'attentisme pourrait très bien provoquer un désastre, environnemental cette fois. Le Comité du Patrimoine Mondial et l'UNESCO doivent impérativement adopter une approche plus proactive vis-à-vis des deux sites du patrimoine mondial touchés par la crise rwandaise, le Parc National de Kahuzi-Biega et surtout le très menacé Parc National des Virunga.

Un reproche très souvent entendu au cours de la présente mission est le manque de réaction et la quasi-absence de l'UNESCO dans la région. Nous recommandons donc une attitude plus dynamique: les interventions décrites ci-avant portent autant sur la libération de fonds propres, que la sollicitation ou la mobilisation de fonds plus importants auprès d'organismes donateurs, ou encore (et surtout, pouvons-nous dire) sur un éventail d'actions diplomatiques. Nous espérons que ce rapport permettra au Comité du patrimoine mondial et à son bureau de réagir en temps opportun et d'adopter des mesures proportionnelles aux graves problèmes observés sur le terrain.

## **6. ANNEXE 1: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES**

---

### **• PNVi**

- Nicolas Blondel, Programme Spécial de Réhabilitation des pays voisins du Rwanda, FED
- Alain Burie, Responsable du Programme de Réhabilitation du Parc National des Virunga, GTZ-Coopération Allemande
- Conservateur Principal Fofolo, Troupe choc anti-braconnage, Kabaraza, PNVi, IZCN
- Conservateur en Chef Iyemopo, Régisseur du Domaine de Chasse de Rutshuru, PNVi, IZCN
- Marc Kabunda, Conservateur en Chef, PNVi-centre
- Michel Leusch, Coordinateur Environnemental, UNHCR-Goma
- Colonel Lisisa, Division Spéciale Présidentielle, Forces Armées Zairoises, Nord-Kivu
- Claude Louis, Coordinateur, Volet Environnement, Programme Spécial de Réhabilitation des pays voisins du Rwanda (PSRR), Union Européenne-FED
- Norbert Mushenzi, Directeur Régional Nord Kivu, IZCN
- Roland Ney, Chef de Projet, PNVi-lutte anti-braconnage, PSRR, Union Européenne-FED
- Albert Ngezayo, Fondation pour la Survie du Parc National des Virunga, Goma
- Nimba Mpula, Chercheur IZCN, Station de Lulimbi, PNVi-Est
- Craig Sanders, Senior Physical Officer, UNHCR-Goma
- Popol Verhoestraete, Programme International de Conservation des Gorilles - Zaïre, AWF-FFI-WWF
- Alexandre Wathaut, Conservateur en Chef, PNVi-Sud, IZCN
- Bisidi Yalolo, Directeur du Programme d'Education Virunga, WWF

### **• PNKB**

- Bakinahe Ntiriva, Directeur Régional Sud Kivu, IZCN
- Guy Dubonnet, Volet Développement, Projet PNKB/GTZ
- Georg Dörken, Chef de Mission GTZ, Projet PNKB/GTZ, Conservation de la Nature Intégrée
- Uwe Klug, Consultant, Mission "couloir de transition" pour le projet PNKB/GTZ

- Mbake Sivha, Coordinatrice Développement, Projet GTZ, Chercheur IZCN

• **Kinshasa**

- Kena Mwauke, Secrétaire Général à l'Environnement et Conservation de la Nature

- Muembo Kabemba, Directeur de la Recherche, Membre du Comité de Suivi Provisoire, IZCN

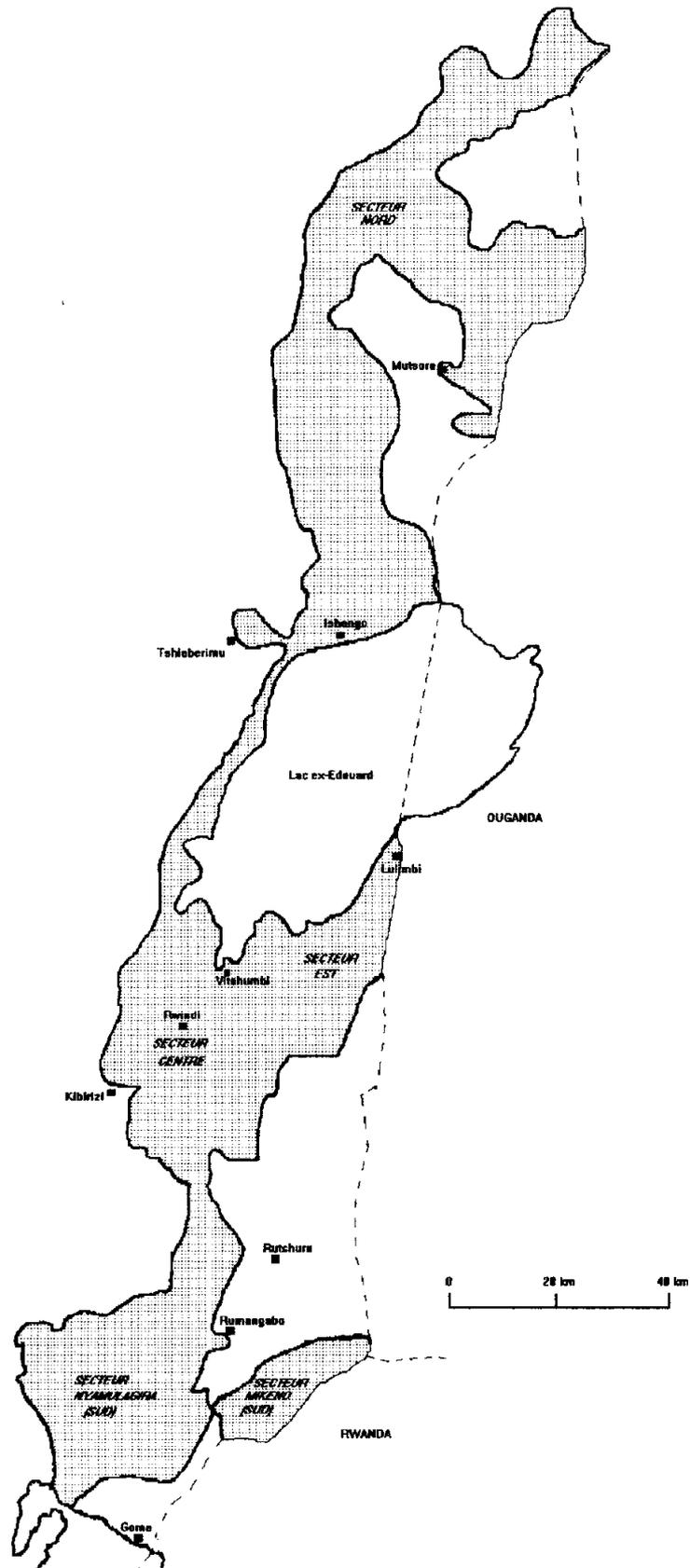
- Jean-Eric Holzapfel, Conseiller Economique,

- Michel Noureddine Kassa, Conseiller Humanitaire, Programme des Nations-Unies pour le Développement, Kinshasa

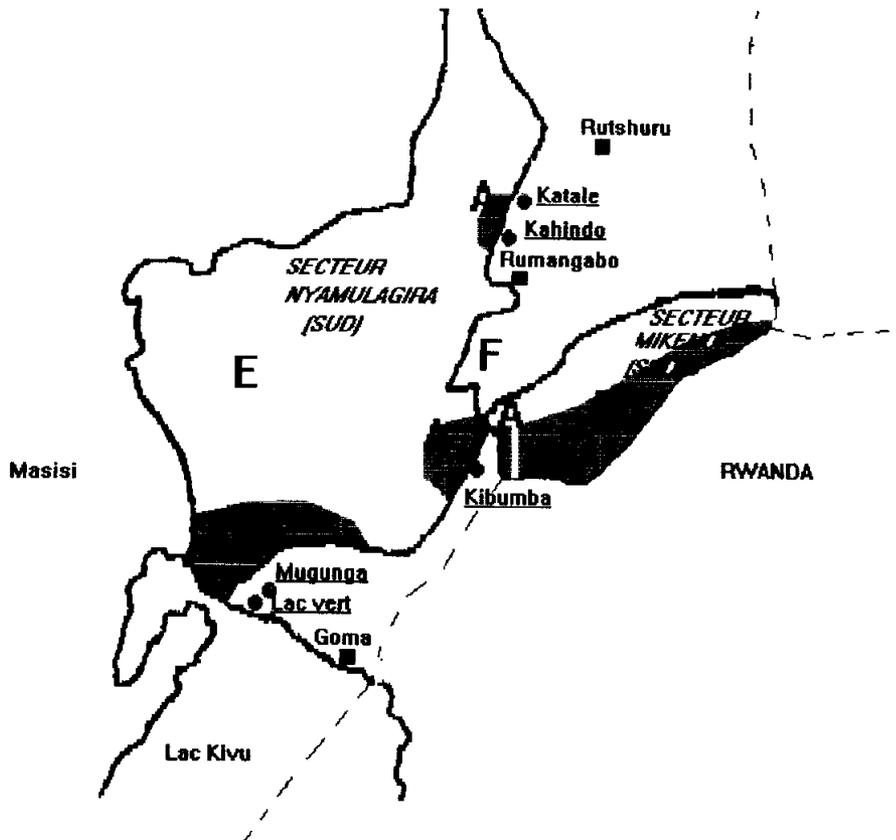
- Nzau Kunkemba, Administrateur-Directeur Financier, Président du Comité de Suivi Provisoire, IZCN

- Anicet Mburanumwe, Directeur Technique, Membre du Comité de Suivi Provisoire, IZCN

# Parc National des Virunga



*Parc National des Virunga - Secteurs Sud*  
*Synthèse des menaces*



**A:** Déforestation due à la présence des camps de réfugiés (Katale, Kahindo, Kibumba, Mugunga et Lac Vert).

**B:** Perte de contrôle de la région frontalière avec le Rwanda, due aux passages de groupes armés divers. Ces zones ne sont pas patrouillées par les gardes IZCN (secteur Mikeno).

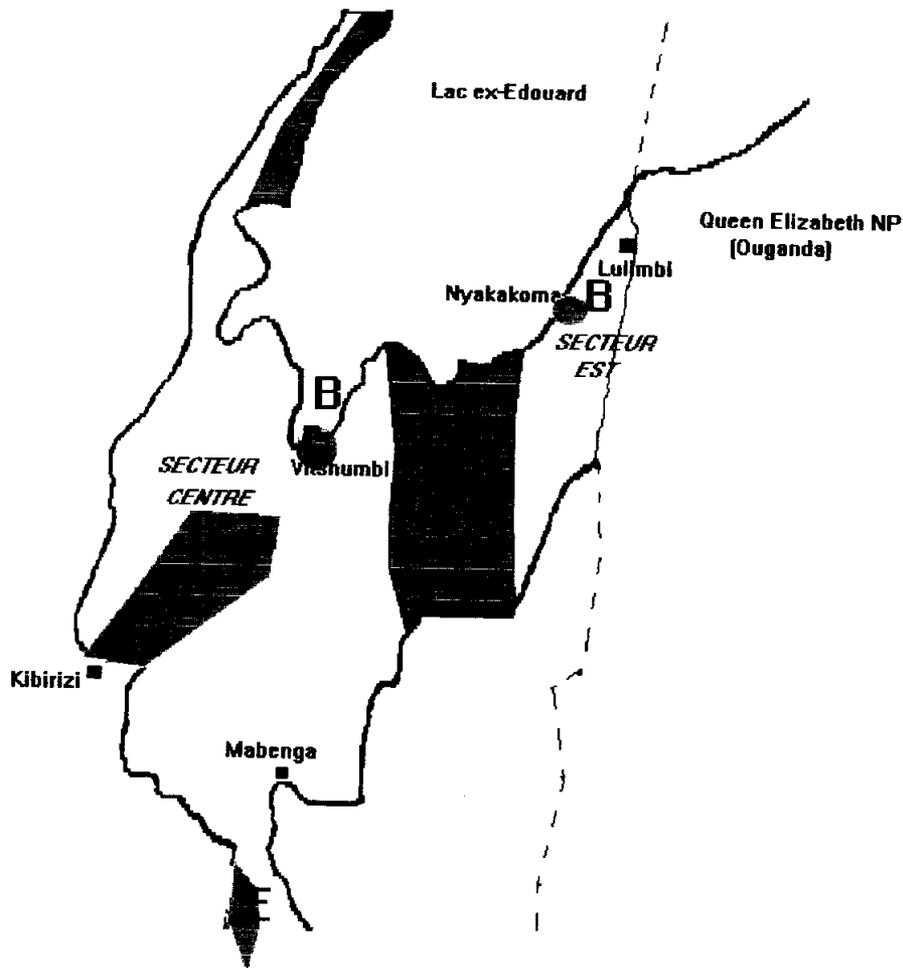
**C:** Coupe de bambou par les réfugiés rwandais provenant de Kibumba.

**D:** Région de Mugunga-Lac Vert: outre la déforestation, on y observe une intense activité de carbonisation et de braconnage par les anciens militaires rwandais et les milices hutu, ainsi qu'un passage de bétail volé dans la région de Masisi et en transit vers le sud-est. Cette région est actuellement hors de contrôle des autorités du PNV.

**E:** Le reste du secteur Nyamulagira est touché par des activités éparses de braconnage et de carbonisation.

**F:** "Zone-tampon" envahie par la population et progressivement déboisée.

*Parc National des Virunga - Secteurs Centre et Est  
Synthèse des menaces*



**A:** Envahissement de la côte Ouest du lac ex-Edouard, avec installation anarchique de petites pêcheries.

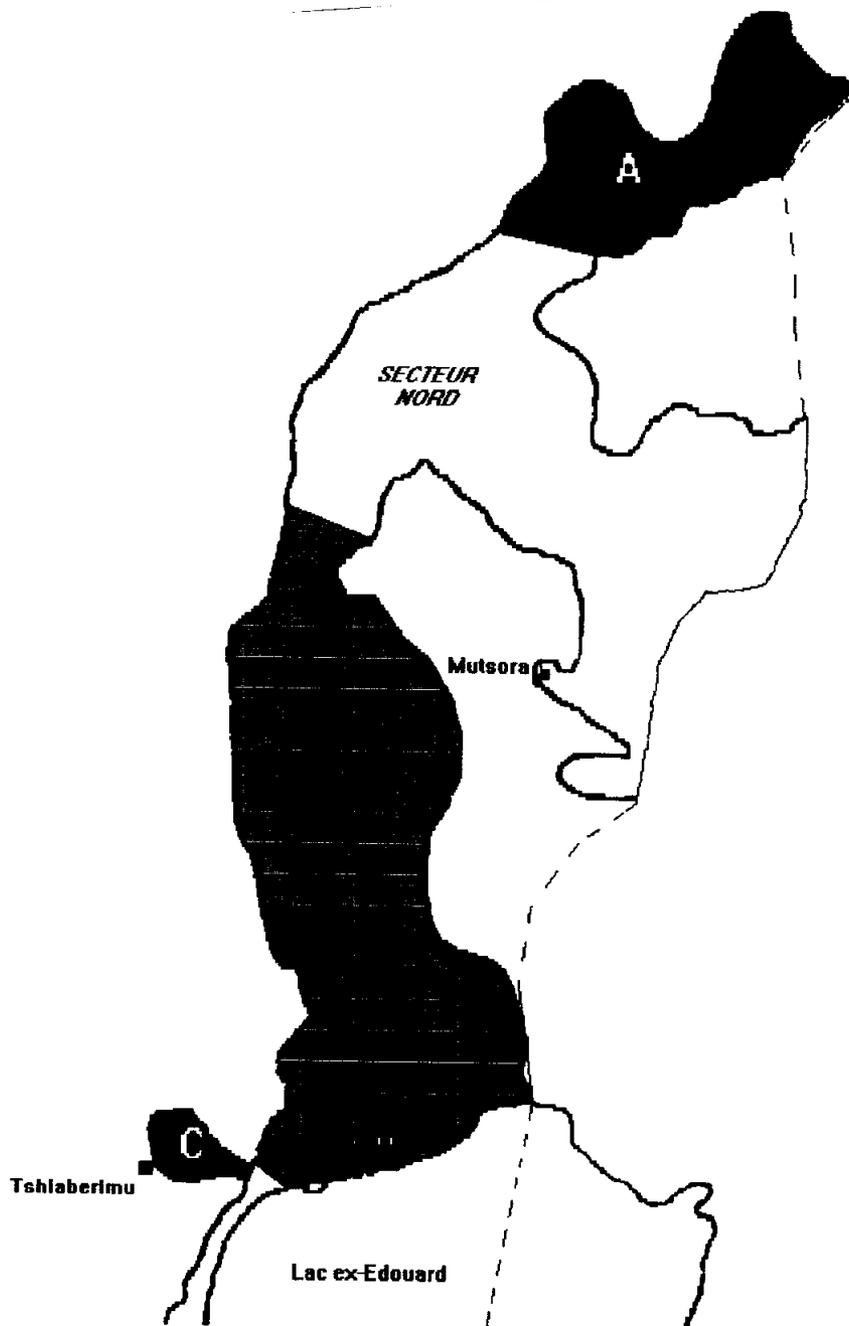
**B:** Présence des pêcheries de Vitshumbi (environ 12.000 personnes) et de Nyakakoma, avec risque de développement de la pénétration humaine dans ces régions du PNVi.

**C:** L'ouest du secteur est et l'est du secteur centre ont été fortement touchés par le grand braconnage (principalement organisé par les militaires) jusqu'il y a quelques mois. Les populations d'hippopotames y ont été pratiquement décimées.

**D:** Présence de groupes de "Ngilima" (mai 1996) avec dégradation significative de la sécurité dans cette région.

**E:** Envahissement des limites du parc dans cette région. La population y installe des champs.

**Parc National des Virunga - Secteur Nord**  
**Synthèse des menaces**



**A:** Sud de la basse Semliki: perte de contrôle (les gardes de l'IZCN n'y ont plus patrouillé depuis environ 6 ans) due au manque de sécurité.

**B:** Plaines du secteur nord: la grande faune y a été décimée par des groupes armés (principalement des militaires ou des déserteurs).

**C:** Mont Tshiaberimu: déforestation intensive (d'une surface initiale de 450 km<sup>2</sup>, il ne reste plus que 60 km<sup>2</sup> de forêt). La population de gorilles (*Gorilla gorilla graueri*) y a été réduite à 12-13 individus.

**D:** Présence de la pêcherie de Kyavinonge, avec risque de développement anarchique de la pénétration humaine dans cette région du secteur nord.

***PARC NATIONAL de KAHUZI-BIEGA***

